

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3433

18 novembre 2014

SOMMAIRE

AAA PMC Luxembourg	164774	Boyne Acquisitions S.à r.l.	164741
Aerium IV Capital S.à r.l.	164784	B.R.F. S.A.	164744
AKA-BO S.à r.l.	164771	Cadogan London City S.à r.l.	164746
Alter Domus Liquidation Services S.à r.l.	164739	Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l.	164745
American Express Luxembourg S.à r.l. ...	164739	Capitaux d'Investissements et de Résultats S.A.	164744
Ampacet Luxembourg S.à r.l.	164739	Carlo Pazolini Participations S.à r.l.	164745
Amtek Luxembourg S.à r.l.	164740	Carreaulux S.à r.l.	164745
Anglomed Investment S.A.	164739	Charterhouse TVC	164745
Aon Finance Luxembourg S.à r.l.	164740	ComLux Furniture Holding S.à r.l.	164745
Aon Holdings Luxembourg S.à r.l.	164740	ConocoPhillips Petroleum Holdings S.à r.l.	164746
Asferis S.A.	164744	Covidien International S.à r.l.	164776
Aspyre S.à r.l.	164741	DPC (Luxembourg) S.à r.l.	164783
Atrium International S.A.	164741	E. V. Luxembourg	164780
Ats Software Luxembourg S.à r.l.	164741	Invel Real Estate Partners Lennon 2 SARL	164756
Attia S.à r.l.	164740	PatNMarks S.à r.l.	164747
Attia S.à r.l.	164742	Ungarischer Protestantischer Verein Lu- xemburg	164783
Attia S.à r.l.	164742	Vincera S.A.	164738
Attia S.à r.l.	164742	Vogel Investments S.à r.l.	164738
Attia S.à r.l.	164740	Welike S.à r.l.	164738
Axelant Sàrl	164743	Winner World Holdings Limited S.à r.l.	164784
Axelant Sàrl	164743	Ysaphis S.A.	164738
Azimuth International S.à r.l.	164743		
Banque Havilland S.A.	164744		
Barnes Group Luxembourg (No. 2) S.à r.l.	164742		
BK Properties S.à r.l.	164743		

Vogel Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 142.124.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014163635/10.

(140186276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Vincera S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 86.747.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 13 octobre 2014

Le conseil d'administration a décidé d'accepter avec effet au 15 octobre 2014 la démission de Madame Martine KAPP de ses fonctions d'administrateur.

Le conseil d'administration a également décidé d'élire avec effet au 15 octobre 2014, Madame Catherine BEERENS, née le 6 mai 1970 à Ixelles (Belgique) et résidant professionnellement au 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald, aux fonctions d'administrateur.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014.

*Pour la société**Un administrateur*

Référence de publication: 2014163632/16.

(140185738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Welike S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8279 Holzem, 28, rue de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 173.369.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21/10/2014.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2014163636/12.

(140185840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Ysaphis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 105.012.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 13 octobre 2014

Le conseil d'administration a décidé d'accepter avec effet au 15 octobre 2014 la démission de Madame Martine KAPP de ses fonctions d'administrateur de catégorie B.

Le conseil d'administration a également décidé d'élire avec effet au 15 octobre 2014, Madame Catherine BEERENS, née le 6 mai 1970 à Ixelles (Belgique) et résidant professionnellement au 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald, aux fonctions d'administrateur de catégorie B.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2017.

*Pour la société**Un administrateur*

Référence de publication: 2014163651/16.

(140186163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 142.389.

Par résolutions prises en date du 30 septembre 2014, l'associé unique a décidé de nommer Ingrid Moinet, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163684/13.

(140186667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

American Express Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 16.990,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 179.757.

Les comptes annuels pour la période du 9 août 2013 (date de constitution) au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163687/11.

(140186721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Ampacet Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 800.000,00.**

Siège social: L-3451 Dudelange, Z.I. Riedgen.
R.C.S. Luxembourg B 160.380.

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 30 septembre 2014 que:

1. Monsieur Robert DE FALCO a démissionné avec effet au 30 septembre 2014 en tant que gérant de catégorie B de la Société;

2. Monsieur Yves CARETTE, né le 3 novembre 1954 à Uccle, Belgique, résidant professionnellement au 208 Soundview Avenue, Mamaroneck, New York, NY 10543, Etats-Unis, est nommé avec effet au 30 septembre 2014 gérant de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2014163688/16.

(140186656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Anglomed Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 152.929.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 Octobre 2014.

Anglomed Investment S.A.
Manacor (Luxembourg) S.A.

Directeur

Référence de publication: 2014163690/14.

(140186536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Amtek Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 188.443.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 21 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163689/10.

(140186535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Aon Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 46.209.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2014163691/12.

(140187323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Aon Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 168.685.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2014163692/12.

(140187313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Attia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.
R.C.S. Luxembourg B 88.396.

—
Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014163738/10.

(140187015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Attia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.
R.C.S. Luxembourg B 88.396.

—
Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014163739/10.

(140187016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Aspyre S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2153 Luxembourg, 63, rue Antoine Meyer.
R.C.S. Luxembourg B 134.047.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Pour la société

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2014163735/14.

(140186425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Atrium International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg B 131.050.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2014.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014163736/11.

(140186735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Ats Software Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 180.268.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014163737/10.

(140186770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Boyne Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 185.238.

Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 29 août 2014

1. Madame Nicola FOLEY a démissionné de son mandat de gérante B avec effet au 29 août 2014.
2. Monsieur David CATALA, administrateur de sociétés, né le 19 janvier 1979 à Gand (Belgique), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée avec effet au 29 août 2014.

Veillez prendre note que l'associée unique Kildare Holdings Luxembourg S.à.r.l. a son siège désormais à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Boyne Acquisitions S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014163762/19.

(140186492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Attia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.
R.C.S. Luxembourg B 88.396.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014163740/10.

(140187017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Attia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.
R.C.S. Luxembourg B 88.396.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014163741/10.

(140187018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Attia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.
R.C.S. Luxembourg B 88.396.

Les comptes annuels au 31/12/2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014163742/10.

(140187019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Barnes Group Luxembourg (No. 2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 110.187.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la Société prises en date du 14 octobre 2014

En date du 14 octobre 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Madame Claudia Susanne Toussaint, demeurant professionnellement au 123 Main Street, Bristol, CT 06010, U.S.A., en tant que gérant de classe B de la Société avec effet au 14 octobre 2014;
- nommer Monsieur Kenneth Robert Hopson, né le 28 avril 1957 à New York aux U.S.A., avec adresse professionnelle au 123 Main Street, Bristol, CT 06010, U.S.A, en tant que nouveau gérant de classe B avec effet au 14 octobre 2014 et pour une durée indéterminée.

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

Mr. Pieter-Jan van der Meer, gérant de classe A
Mr. Franklin Louis Weidema, gérant de classe A
Mr. Christopher John Stephens Jr., gérant de classe B
Mr. Gregory Allen Marshall, gérant de classe B
Mr. Kenneth Robert Hopson, gérant de classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Barnes Group Luxembourg (No. 2) S.à r.l.

Référence de publication: 2014163752/24.

(140186907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Axelan Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 112.956.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AXELAN S.à r.l.

Référence de publication: 2014163744/10.

(140186592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Axelan Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 112.956.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AXELAN S.à r.l.

Référence de publication: 2014163745/10.

(140186593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Azimuth International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 155.239.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Azimuth International S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014163746/11.

(140186399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

BK Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 21.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 189.674.

Suite au contrat de transfert de parts sociales daté du 23 septembre 2014, les parts sociales de la Société sont désormais réparties comme suit:

Associé	Nombre de parts
GRI SCSp	12.500 parts sociales de classe A
15 rue Edward Steichen	1.000 parts sociales de classe B
L-2540 Luxembourg	1.000 parts sociales de classe C
	1.000 parts sociales de classe D
	1.000 parts sociales de classe E
	1.000 parts sociales de classe F
	1.000 parts sociales de classe G
	1.000 parts sociales de classe H
	1.000 parts sociales de classe I
	1.000 parts sociales de classe J

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163785/23.

(140186603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Banque Havilland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 147.029.

Banque Havilland S.A. a déposé au RCS une nouvelle liste à jour de ses signataires autorisés en date du 21 octobre 2014.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.
Banque Havilland S.A.
Signature

Référence de publication: 2014163750/12.

(140187291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

B.R.F. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg B 30.004.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2014.
SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014163748/11.

(140187258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Asferis S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 103.835.

La convention de domiciliation conclue entre la société ECOGEST S.A. et la société ASFERIS S.A., inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.835, a été résiliée d'un commun accord avec effet au 20 août 2014.

A compter de cette date, le siège social de la société ASFERIS S.A. n'est plus fixé au 4, rue Henri Schnadt à L-2530 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ECOGEST S.A.
Steve KIEFFER / Jean-Paul FRANK
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014163734/15.

(140186544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Capitaux d'Investissements et de Résultats S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 2.400.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25c, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 90.710.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration en date du 15 octobre 2014

Lors de la réunion du 15 octobre 2014, le Conseil d'administration a décidé de transférer le siège de société du 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg au 25c boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, avec effet au 15 octobre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2014.
Pour la Société
Franz DUCLOS
Mandataire

Référence de publication: 2014163815/16.

(140187022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Carreaulux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 58, rue des Celtes.

R.C.S. Luxembourg B 36.954.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le compte de Carreaulux S.à r.l.

Stéphanie DOSCH

Référence de publication: 2014163797/11.

(140186443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Carlo Pazolini Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 121.287.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Carlo Pazolini Participations S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014163796/11.

(140186477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Capital Park (Luxembourg) Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 14.750,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 107.772.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163795/10.

(140187405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Charterhouse TVC, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 124.503.

RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 10 juin 2014 (enregistré sous la référence L140094786), rectifiés au registre de commerce et des sociétés le 25 août 2014 (enregistré sous la référence L140152031) et rectifiés comme suit.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014163800/12.

(140187367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

ComLux Furniture Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 133.998.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163806/10.

(140187346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

ConocoPhillips Petroleum Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 146.282.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

ConocoPhillips Petroleum Holdings S.à r.l.

K.L. Vogel / G.B.A.D. Cousin

Gérant A / Gérant B

Référence de publication: 2014163808/13.

(140187209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Cadogan London City S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 154.084.

Extrait des résolutions de l'associé unique

Suite à la démission de Monsieur Geoffroy t'Serstevens en sa qualité de gérant de la Société et suite aux résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 25 mars 2014, il a été décidé de nommer TREVES SERVICES S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.249, dont le capital social est fixé à EUR 12,500, en tant que gérant en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée.

Suite à la démission de Monsieur Franck Ruimy en sa qualité de gérant de la Société et suite aux résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 4 avril 2014, il a été décidé de nommer Sycamore Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.718, dont le capital social est fixé à EUR 12,500, en tant que gérant en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée.

Par conséquent, le conseil de gérance se compose comme suit:

- Sycamore Management S.à r.l. (gérant)
- TREVES SERVICES S.à r.l. (gérant)

Traduction pour les besoins de l'enregistrement

Further to the resignation of Mr. Geoffroy t'Serstevens as a manager of the Company and further to the resolutions of the sole shareholder of the Company dated 25 March 2014, it has been decided to appoint TREVES SERVICES S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 180.249, the corporate capital of which is fixed at EUR 12,500, as manager in place of the resigning manager for an indefinite period.

Further to the resignation of Mr. Franck Ruimy as manager of the Company and further to the resolutions of the sole shareholder of the Company dated 4 April 2014, it has been decided to appoint Sycamore Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 150.718, the corporate capital of which is fixed at EUR 12,500, as manager in place of the resigning manager for an indefinite period.

Consequently, the board of managers is composed as follows:

- Sycamore Management S.à r.l. (manager)
- TREVES SERVICES S.à r.l. (manager)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014163812/41.

(140186547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

PatNMarks S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1457 Luxembourg, 38, rue des Eglantiers.

R.C.S. Luxembourg B 190.843.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the third of October.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mrs Anuradha VAIDYANATHAN, engineer, born in New Delhi (India) on September 12th, 1979, residing at 38, rue des Eglantiers, L-1457 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The appearing party has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is PatNMarks S.à r.l." (the Company).

The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the provision, in Luxembourg or abroad, for any companies or enterprises or public entity in any form whatsoever, of commercial services of Business Consulting including Technology Consulting, Identification of Intellectual Property Portfolios, e-Commerce, Strategy Consulting, Organization/Operation Management, Project Management, Change Management, Human Resources as well as other services complementary to consulting: development and integration, training, Engineering consulting, executive selection and recruitment and the interim management.

3.2. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities or legal consulting without having obtained the requisite authorization.

3.3. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favors or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented five hundred (500) shares in registered form, having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per share.

- 6.2. Each Share carries one (1) voting right.
- 6.3. The shares are freely transferable between shareholders.
- 6.4. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.
- 6.5. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the corporate capital.
- 6.6. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code (Code Civil).
- 6.7. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.
- 6.8. The Company may redeem its own shares, provided:
 - (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
 - (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need to be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers.

The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favor of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any manager.

(ii) In case of a board of managers has been appointed by the shareholders, the Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) managers.

(iii) If the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, the Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A manager together with any class B manager.

(iv) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) Any increase in a shareholder's commitment to the Company and the Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more

approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend. If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realize the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31st, 2014.

Subscription and Payment

Mrs Anuradha VAIDYANATHAN, prenamed, subscribes for all the five hundred (500) shares in registered form, having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) each and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

All the shares have been paid-up to the extent of one hundred percent (100%) by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation and first location are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1) The following person is appointed as sole manager of the Company for an undetermined period:

Mrs Anuradha VAIDYANATHAN, engineer, born in New Delhi (India) on September 12th, 1979, residing at 38, rue des Eglantiers, L-1457 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2) The registered office of the Company is fixed at 38, rue des Eglantiers, L-1457 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Note

The notary drawing up the present deed has drawn the attention of the appearing party that the newly incorporated company, before exercising any commercial activity, has to be in possession of the corresponding trade-approval (authorisation) in respect of the object clause of the company, which the appearing party expressly recognized.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung

Im Jahr zweitausendvierzehn, am dritten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar, Maître Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Frau Anuradha VAIDYANATHAN, Ingenieurin, geboren in Neu Delhi (Indien) am 12. September 1979, wohnhaft in 38, rue des Eglantiers, L-1457 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Die Erschienenene hat den unterzeichneten Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

I. Name - Sitz - Unternehmensgegenstand - Dauer

Art. 1. Name. Der Name der Gesellschaft lautet "PatNMarks S.à r.l." (die Gesellschaft). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) und unterliegt den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung (das Gesetz) und der vorliegenden Satzung (die Satzung).

Art. 2. Sitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann mittels eines Beschlusses der Geschäftsführung innerhalb dieser Gemeinde verlegt werden. Der Sitz kann mittels eines Beschlusses der Gesellschafter an irgendeinen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden entsprechend der für die Änderung der Satzung vorgeschriebenen Bedingungen.

2.2. Niederlassungen, Tochtergesellschaften oder sonstige Büros können kraft eines Beschlusses der Geschäftsführung im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland gegründet werden. Falls die Geschäftsführung feststellt, dass außergewöhnliche politische oder kriegerische Entwicklungen eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen und dass diese Entwicklungen oder Umstände die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen dem Büro am Geschäftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, dann kann der Sitz vorübergehend in das Ausland verlegt werden bis zur vollständigen Beendigung der besagten Entwicklungen oder Umstände. Solche vorübergehenden Maßnahmen bewirken nicht eine Änderung der Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet der vorübergehenden Verlegung des Sitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Unternehmensgegenstand.

3.1. Gegenstand des Unternehmens ist die Erbringung kommerzieller Dienstleistungen in Luxemburg und im Ausland, für Gesellschaften, Unternehmen, Körperschaften, Anstalten oder andere juristische Personen privaten oder öffentlichen Rechts in jeglicher Form, im Bereich der Unternehmensberatung einschließlich Technology Consulting, Identifizierung des Intellectual Property Portfolios, eCommerce, Strategieberatung, Organisationsmanagement/Betriebsführung, Projektmanagement, Change Management, Personalwesen sowie sonstige ergänzende Beratungsleistungen: Entwicklung und Integration, Training, Engineering Consulting, Auswahl und Suche von Führungskräften und Interim-Management.

3.2. Um Zweifel zu vermeiden, die Gesellschaft darf keine gesetzlich regulierten Tätigkeiten im Finanzsektor oder Rechtsberatungsleistungen ohne die dafür erforderliche Genehmigung, erbringen.

3.3. Die Gesellschaft darf jegliche kommerzielle, finanzielle oder industrielle Handlungen sowie jegliche Transaktionen im Bezug auf Immobilien oder bewegliche Wirtschaftsgüter ausführen, die, direkt oder indirekt, dem Unternehmensgegenstand förderlich sind oder sich auf diesen beziehen.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgelöst durch Todesfall, Aufhebung der Bürgerrechte, Arbeitsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einen ähnlichen Vorfall, der einen oder mehrere Gesellschafter betrifft.

II. Kapital - Beteiligungen

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Stammkapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- EUR), eingeteilt in fünfhundert (500) Anteile in registrierter Form zu je einem Nominalwert von fünfundzwanzig Euro (25.- EUR).

5.2. Das Stammkapital kann einmalig oder mehrmalig durch Beschluss der Gesellschafter erhöht oder gesenkt werden, im Einklang mit den für die Änderung dieser Satzung vorgeschriebenen Bedingungen.

Art. 6. Anteile.

6.1. Die Anteile sind unteilbar und die Gesellschaft erkennt nur einen (1) Inhaber je Anteil an.

6.2. Alle Anteile haben ein (1) Stimmrecht.

6.3. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar.

6.4. Falls die Gesellschaft über einen einzigen Gesellschafter verfügt, dann sind die Anteile frei auf Dritte übertragbar.

6.5. Falls die Gesellschaft über mehr als einen Gesellschafter verfügt, dann bedarf der Übertrag der Anteile (unter Lebenden) an Dritte der vorherigen Zustimmung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals halten.

6.6. Ein Anteilübertrag ist für die Gesellschaft oder Dritte nur verbindlich nach Benachrichtigung oder Einwilligung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 1690 des Bürgerlichen Gesetzbuches Luxemburgs (Code Civil).

6.7. Am Sitz der Gesellschaft ist ein Register der Gesellschafter aufzubewahren, das von jedem Gesellschafter auf Anfrage eingesehen werden kann.

6.8. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile einziehen, vorausgesetzt:

(i) sie verfügt über ausreichende Rücklagen für diesen Zweck; oder

(ii) die Einziehung resultiert aus einer Senkung des Stammkapitals der Gesellschaft.

III. Management - Repräsentation

Art. 7. Bestellung und Abberufung der Geschäftsführer.

7.1. Die Leitung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer, die kraft eines Beschlusses der Gesellschafter bestellt werden, mit dem zugleich die Amtszeit festgelegt wird. Die Geschäftsführer müssen Gesellschafter sein.

7.2. Die Geschäftsführer können jederzeit, mit oder ohne Begründung, durch einen Beschluss der Gesellschafter abberufen werden.

Art. 8. Geschäftsführung. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so stellen sie die Geschäftsführung dar.

Die Gesellschafter können über die Bestellung zweier Klassen von Geschäftsführern entscheiden, d.h. einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse A und einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse B.

8.1. Befugnisse der Geschäftsführung

(i) Alle Befugnisse, die kraft des Gesetzes oder der Satzung nicht ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich der Geschäftsführung, die für die Durchführung und Genehmigung sämtlicher Handlungen und Tätigkeiten im Einklang mit dem Unternehmensgegenstand der Gesellschaft bevollmächtigt ist.

(ii) Die Geschäftsführung kann für bestimmte Angelegenheiten spezielle oder eingeschränkte Vollmachten an einen oder mehrere Vertreter erteilen.

8.2. Verfahrensweisen

(i) Die Geschäftsführung versammelt sich auf Verlangen von mindestens zwei (2) der Geschäftsführer und zwar an dem in der Einberufungsbekanntmachung angegebenen Ort, der sich in der Regel in Luxemburg befindet.

(ii) Eine schriftliche Bekanntmachung über eine Versammlung der Geschäftsführung ist mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vorab an alle Geschäftsführer zu übermitteln, es sei denn, es handelt sich um einen Notfall, wann die Art und die Umstände desgleichen in der Bekanntmachung anzuführen sind.

(iii) Eine Bekanntmachung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder der Geschäftsführung anwesend oder vertreten sind und erklären, vollste Kenntnis über die Tagesordnung der Versammlung zu besitzen. Ein Geschäftsführer kann ebenso auf die Bekanntmachung einer Versammlung verzichten, entweder vor oder nach der Versammlung. Gesonderte schriftliche Bekanntmachungen sind nicht für jene Versammlungen erforderlich, die zu den Zeiten und an den Orten abgehalten werden, die bereits in einem seitens der Geschäftsführung angenommenen Plan angegeben wurden.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vertretungsvollmacht für eine Versammlung der Geschäftsführung erteilen.

(v) Die Geschäftsführung kann sich nur dann rechtsgültig beraten und handeln, wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung müssen rechtskräftig anhand einer Stimmmehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer angenommen werden, vorausgesetzt dass, falls die Gesellschafter einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse A und einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse B bestellt haben, mindestens einer (1) der Geschäftsführer der Klasse A und einer (1) der Geschäftsführer der Klasse B seine Stimme zu Gunsten des Beschlusses abgibt. Über die Beschlüsse der Geschäftsführung ist Protokoll zu führen, das seitens des Versammlungsvorsitzenden unterzeichnet wird oder, falls kein Versammlungsvorsitzender ernannt wurde, seitens aller anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer.

(vi) Jeder Geschäftsführer kann an einer Versammlung der Geschäftsführung mittels Telefon- oder Videokonferenz sowie mittels sonstiger Kommunikationsmittel teilnehmen, die allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, sich gegenseitig zu identifizieren, einander zu hören und miteinander zu sprechen. Eine derartige Teilnahme wird als gleichwertig zu einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung betrachtet.

(vii) Beschlüsse der Geschäftsführung, die seitens aller Geschäftsführer im Umlaufverfahren unterzeichnet sind (Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführung) sind rechtsgültig und verbindlich, so als ob sie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung der Geschäftsführung gefasst wären und tragen das Datum der letzten Unterschrift.

8.3. Repräsentation

(i) Die Gesellschaft ist gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die alleinige Unterschrift eines jeden Geschäftsführers verpflichtet.

(ii) Sollte ein Verwaltungsrat durch die Gesellschafter ernannt worden sein, ist die Gesellschaft gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Geschäftsführern verpflichtet.

(iii) Falls die Gesellschafter einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse A und einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse B bestellt haben, ist die Gesellschaft gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der Klasse A und eines Geschäftsführers der Klasse B verpflichtet.

(iv) Die Gesellschaft ist ebenso gegenüber Dritten durch die Unterschrift einer Person(en), der spezielle Vollmachten seitens der Geschäftsführung abgeordnet wurden, verpflichtet.

Art. 9. Alleiniger Geschäftsführer. Erfolgt die Leitung der Gesellschaft durch einen alleinigen Geschäftsführer, so sind alle Bezugnahmen in der Satzung zu der Geschäftsführung, den Geschäftsführern oder einem Geschäftsführer als Bezugnahmen zu dem alleinigen Geschäftsführer - falls zutreffend - zu verstehen.

Art. 10. Haftung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind nicht persönlich für Verpflichtungen haftbar zu machen, die sie aufgrund ihres Amtes im Namen der Gesellschaft rechtsgültig eingegangen sind, unter der Voraussetzung, dass diese Verpflichtungen im Einklang mit der Satzung und dem Gesetz stehen.

IV. Gesellschafter

Art. 11. Gesellschafterversammlungen und Schriftliche Gesellschafterbeschlüsse.

11.1. Befugnisse und Stimmrechte

(i) Sofern Beschlüsse nicht entsprechend Artikel 11.1. (ii) gefasst werden, sind Gesellschafterbeschlüsse in Gesellschafterversammlungen zu fassen (jeweils eine Gesellschafterversammlung).

(ii) Jeder Anteil berechtigt den Inhaber zu einer (1) Stimme.

11.2. Bekanntmachungen, Beschlussfähigkeit, Mehrheit und Stimmverfahren

(i) Die Gesellschafter können seitens der Geschäftsführung zu Gesellschafterversammlungen einberufen werden. Die Geschäftsführung muss eine Gesellschafterversammlung einberufen, in Folge des Verlangens von einer Zahl von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals repräsentieren.

(ii) Die schriftliche Bekanntmachung einer Gesellschafterversammlung ist an alle Gesellschafter mindestens acht (8) Tage vor dem Versammlungstag zu geben, es sei denn, es handelt sich um einen Notfall, wann die Art und die Umstände desgleichen in der Bekanntmachung anzuführen sind.

(iii) Wenn Beschlüsse in schriftlicher Form gefasst werden sollen, so muss die Geschäftsführung den Text eines solchen Beschlusses an alle Gesellschafter übermitteln. Die Gesellschafter sollen in schriftlicher Form abstimmen und innerhalb der seitens der Geschäftsführung gesetzten Frist ihre getroffene Entscheidung an die Gesellschaft zurück übermitteln. Jeder Geschäftsführer ist dazu berechtigt, die Stimmen auszuzählen.

(iv) Gesellschafterversammlungen sind an dem Ort und zu der Zeit abzuhalten, die in den Bekanntmachungen angeführt sind.

(v) Wenn alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und sich als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung der Gesellschafterversammlung informiert betrachten, kann diese ohne vorherige Bekanntmachung abgehalten werden.

(vi) Ein Gesellschafter kann einer anderen Person (die kein Gesellschafter sein muss) eine schriftliche Vertretungsvollmacht für eine Gesellschafterversammlung erteilen.

(vii) Die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse sind von einer Zahl von Gesellschaftern zu verabschieden, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals halten. Falls diese Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erlangt wird, so sind die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung einzuberufen, in welcher der Beschluss durch die Mehrheit der abgegebenen Stimmen zu fassen ist, unabhängig von dem Verhältnis des repräsentierten Stammkapitals.

(viii) Jede Erhöhung der Verpflichtung der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft und jede Änderung der Satzung kann nur durch Zustimmung der (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter erfolgen, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals halten.

(ix) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft bedarf der einstimmigen Zustimmung der Gesellschafter.

(x) Schriftliche Gesellschafterbeschlüsse werden unter Einhaltung der oben dargelegten Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsvoraussetzungen gefasst und tragen das Datum der letzten Unterschrift, die vor Ablauf des seitens der Geschäftsführung gesetzten Frist eingegangen ist.

Art. 12. Alleinige Gesellschafter. Wenn die Anzahl der Gesellschafter auf einen (1) reduziert ist:

(i) übt der alleinige Gesellschafter sämtliche Befugnisse aus, die der Gesellschafterversammlung per Gesetz gewährt werden;

(ii) ist jede Bezugnahme in der Satzung zu den Gesellschaftern, der Gesellschafterversammlung oder den Schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen gegebenenfalls als Bezugnahme zu dem alleinigen Gesellschafter oder dem Beschluss des alleinigen Gesellschafters zu verstehen; und

(iii) sind die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters zu protokollieren oder schriftlich abzufassen.

V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Aufsicht

Art. 13. Geschäftsjahr und Feststellung des Jahresabschlusses.

13.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember jeden Jahres.

13.2. Die Geschäftsführung hat jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung aufzustellen, gemeinsam mit einem Bestandsverzeichnis des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft, mit einem zusammenfassenden Anhang der Verpflichtungen der Gesellschaft und der Verbindlichkeiten seitens der Geschäftsführer und Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft.

13.3. Jeder der Gesellschafter kann das Bestandsverzeichnis und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

13.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung müssen innerhalb von sechs (6) Monaten nach Abschluss des jeweiligen Geschäftsjahres entweder (a) in der Gesellschafterversammlung (falls abgehalten) oder (b) mittels eines Schriftlichen Gesellschafterbeschlusses genehmigt werden.

Art. 14. Auditoren.

14.1. Falls gesetzlich vorgeschrieben sind die Tätigkeiten der Gesellschaft seitens eines oder mehrerer zugelassener externer Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréés) zu beaufsichtigen. Die Gesellschafter bestellen, falls erforderlich, die zugelassenen externen Wirtschaftsprüfer, legen ihre Anzahl, Vergütung sowie ihre Amtszeit fest.

14.2. Falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) übersteigt, sind die Tätigkeiten der Gesellschaft von einem oder mehreren Revisoren zu beaufsichtigen, sofern das Gesetz nicht die Bestellung eines oder mehrerer zugelassener externer Prüfer (réviseurs d'entreprises agréés) vorsieht. Die Revisoren unterliegen der Wiederernennung durch die jährliche Gesellschafterversammlung. Sie können, aber müssen keine Gesellschafter sein.

Art. 15. Gewinnverteilung.

15.1. Fünf Prozent (5%) des Jahresüberschusses der Gesellschaft sind den gesetzlich vorgeschriebenen Rücklagen zuzuweisen (gesetzliche Rücklage). Diese Erfordernis endet, wenn die gesetzliche Rücklage einen Betrag erlangt, der zehn Prozent (10%) des Stammkapitals entspricht.

15.2. Die Gesellschafter müssen die Zuteilung des Jahresüberschusses festlegen. Sie können sich für die Auszahlung einer Dividende, die Zuweisung des Saldos auf ein Reservekonto oder einen Vortrag entsprechend den maßgeblichen gesetzlichen Bestimmungen entscheiden.

15.3. Zwischendividenden können jederzeit ausgeschüttet werden und unterliegen folgenden Bedingungen:

(i) die Geschäftsführung muss einen Zwischenabschluss erstellen;

(ii) anhand des Zwischenabschlusses muss nachgewiesen werden, dass ein ausreichender Gewinn und sonstige Rücklagen (einschließlich Agio) für die Ausschüttung verfügbar sind; wobei davon ausgegangen wird, dass der auszuschüttende Betrag nicht den Gewinn übersteigen darf, der seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, für welches der Jahresabschluss festgestellt wurde, erzielt wurde, erhöht um Gewinnvorträge und verfügbare Rücklagen sowie gemindert um Verlustvorträge und zu den gesetzlichen Rücklagen zuzuweisende Beträge.

(iii) innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Datum des Zwischenabschlusses muss die Geschäftsführung den Beschluss über die Ausschüttung der Zwischendividenden fassen; und

(iv) unter Berücksichtigung des Vermögens der Gesellschaft dürfen die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Ausschüttung der Zwischendividenden nicht gefährdet werden. Falls die ausgezahlten Zwischendividenden den ver-

fügbaren Gewinn am Ende des Geschäftsjahres übersteigen, ist die Geschäftsführung berechtigt, die Erstattung der Dividenden, die nicht dem tatsächlich erzielten Gewinn entsprechen, einzufordern und die Gesellschafter haben auf Verlangen der Geschäftsführung sofort den Überschuss der Gesellschaft rück zu vergüten.

VI. Auflösung - Liquidation

16.1. Die Gesellschaft kann zu jedem Zeitpunkt durch einen Gesellschafterbeschlusses aufgelöst werden, der mit Zustimmung einer (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter gefasst wurde, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals halten. Die Gesellschafter bestellen einen oder mehrere Liquidatoren, die nicht Gesellschafter sein müssen, für die Durchführung der Liquidation und legen ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung fest. Sofern seitens der Gesellschafter nicht anders entschieden wurde, sind die Insolvenzverwalter bevollmächtigt, die Vermögenswerte der Gesellschaft zu verwerten und ihre Verbindlichkeiten zu begleichen.

16.2. Der Überschuss (falls vorhanden) nach der Verwertung der Vermögenswerte und Begleichung der Verbindlichkeiten ist an die Gesellschafter proportional zu den von ihnen gehaltenen Anteilen auszuschütten.

VII. Allgemeine Bestimmungen

17.1. Die Erstellung und der Verzicht auf Bekanntmachungen und Mitteilungen, die Fassung von Beschlüssen der Geschäftsführung im Umlaufverfahren und der Schriftlichen Gesellschafterbeschlüsse kann in schriftlicher Form, per Fax, Email oder mittels eines anderen elektronischen Kommunikationsmittels erfolgen.

17.2. Vollmachten können in irgendeiner der oben angeführten Formen erteilt werden. Vollmachten in Verbindung mit Versammlungen der Geschäftsführung können ebenso seitens eines Geschäftsführers erteilt werden, im Einklang mit Bedingungen, die seitens der Geschäftsführung akzeptiert werden.

17.3. Unterschriften können handschriftlich sein oder in elektronischer Form, sofern sie alle gesetzlichen Anforderungen erfüllen, um gleichbedeutend mit einer handschriftlichen Unterschrift zu sein. Unterschriften auf den im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen der Geschäftsführung, den seitens der Geschäftsführung in Telefon- oder Videokonferenz gefassten Beschlüssen oder den Schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen können gegebenenfalls auf einem Originaldokument oder mehreren Kopien des selben Dokuments erscheinen, die insgesamt ein und dasselbe Dokument darstellen.

17.4. Alle nicht ausdrücklich in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden, im Einklang mit dem geltenden Gesetz und vorbehaltlich etwaiger unabdingbarer Gesetzesbestimmungen, zur gegebenen Zeit seitens der Gesellschafter bestimmt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt mit dem Tag dieses Dokuments und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung und Zahlung

Frau Anuradha VAIDYANATHAN, vorbenannt, zeichnet fünfhundert (500) Anteile in registrierter Form, mit einem Nominalwert von fünfundzwanzig Euro (25.- EUR) pro Anteil und ist einverstanden, diese vollständig mittels einer Kapitaleinlage in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- EUR) einzuzahlen.

Das gezeichnete Kapital wurde in voller Höhe eingezahlt. Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- EUR) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wird.

Kosten

Ausgaben, Kosten, Gebühren und Abgaben jeglicher Art, die seitens der Gesellschaft in Verbindung mit ihrer Gründung und dem ersten Standort entstehen, werden auf eintausendvierhundert Euro (1.400.-EUR) geschätzt.

Gesellschafterbeschlüsse

Unmittelbar nach der Gründung der Gesellschaft hat der Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Kapital darstellt, folgende Beschlüsse gefasst:

1) Folgende Person wird als alleiniger Geschäftsführer der Gesellschaft auf unbestimmte Zeit bestellt:

Frau Anuradha VAIDYANATHAN, Ingenieurin, geboren in Neu Delhi (Indien) am 12. September 1979, wohnhaft in 38, rue des Eglantiers, L-1457 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 38, rue des Eglantiers, L-1457 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Anmerkung

Der amtierende Notar hat die Komparentin darauf aufmerksam gemacht, dass die hier zuvor gegründete Gesellschaft vor jeglicher geschäftlicher Aktivität, im Besitz einer formgerechten Handelsgenehmigung (authorisation) in Bezug auf den Gesellschaftszweck sein muss, was die Komparentin ausdrücklich anerkannt hat.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Ersuchen der vorstehend bezeichneten Erschienenen in englischer Sprache abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen

Version, und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Version maßgeblich ist.

WORÜBER die vorliegende Urkunde errichtet wurde in Luxemburg, am zu Beginn dieses Dokuments bezeichneten Tag.

Nachdem das Dokument den Erschienenen vorgelesen wurde, haben sie die vorliegende Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: A. VAIDYANATHAN et M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 octobre 2014. LAC/2014/46448. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2014.

Référence de publication: 2014159145/503.

(140180085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2014.

Invel Real Estate Partners Lennon 2 SARL, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 14.000,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 187.705.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of September, before Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholder (the Meeting) of Invel Real Estate Partners Lennon 2 S.à r.l, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) registered with the Luxembourg Trade and Companies Register' under number B187705 (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 26 May 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2162 on 14th August 2014. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since then.

THERE APPEARED:

Invel Lennon Investment Limited, a private limited company incorporated in the British Virgin Islands, having its registered office at HSBC Chambers, Rodus Building, Road Reef Marina, PO Box 3093, Road Town, Tortola, VG1110, British Virgin Islands, registered with the register of Corporate Affairs under number 1823879, (the Sole Shareholder),

here represented by Mr Liridon Elshani, residing professionally in L - 1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given to him.

Such power of attorney, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. All the twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, representing the entire share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate on the agenda as hereinafter reproduced;

II. The agenda of the Meeting is as follows:

1. Change of the currency of the share capital of the Company from Euro (EUR) to British Pound (GBP) in accordance with the EUR/GBP exchange rate published by the European Central Bank three business days immediately preceding the conversion;

2. Set the nominal value of the shares of the Company at one British Pound (GBP 1) each;

3. Increase of the share capital of the Company in order to bring the share capital from its amount after conversion to an amount of sixteen thousand British Pounds (GBP 16,000.-) by way of issue of six thousand and one hundred seventy-five (6,175) new shares, having a nominal value of one British Pounds (GBP 1.-) each;

4. Subscription and payment of the newly issued shares by way of contributions in cash from Invel Lennon Investment Limited;

5. Creation of classes of shares in the share capital of the Company namely (i) class A shares (the Class A Shares), (ii) class B shares (the Class B Shares), (iii) class C shares (the Class C Shares), (iv) class D shares (the Class D Shares), (v) class E shares (the Class E Shares), (vi) class F shares (the Class F Shares), (vii) class G shares (the Class G Shares), (viii)

class H shares (the Class H Shares), (ix) class I shares (the Class I Shares), and (x) class J shares (the Class J Shares), having a nominal value of one British Pound (GBP 1.-) each;

6. Requalification of the existing shares as follows: (i) ten thousand (10,000) Class A Shares, (ii) one thousand seven hundred and sixty (1,760) Class B Shares, (iii) five hundred and thirty (530) Class C Shares, (iv) five hundred and thirty (530) Class D Shares, (v) five hundred and thirty (530) Class E Shares, (vi) five hundred and thirty (530) Class F Shares, (vii) five hundred and thirty (530) Class G Shares, (viii) five hundred and thirty (530) Class H Shares, (ix) five hundred and thirty (530) Class I Shares, and (x) five hundred and thirty (530) Class J Shares, all having a nominal value of one British Pound (GBP 1) each, and subscription of the shares by the Sole Shareholder;

7. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed, on behalf of the Company, to the registration of the above changes;

8. Full amendment and restatement of the articles of association of the Company;

9. Delegation of powers; and

10. Miscellaneous.

III. The Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the currency of the share capital of the Company from Euro (EUR) to British Pound (GBP) with effect as of the date of the present deed, at the exchange rate of EUR 1 = GBP 0.78600 as published by the European Central Bank on 23rd September 2014.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to set the nominal value of the shares of the Company at one British Pound (GBP 1.-) each.

The Sole Shareholder acknowledges that, as a consequence thereof, the share capital of the Company is now set at nine thousand eight hundred and twenty-five British Pounds (GBP 9,825), represented by nine thousand eight hundred and twenty-five (9,825) shares, having a nominal value of one British Pounds (GBP 1.-) each.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of six thousand one hundred and seventy-five British Pounds (GBP 6,175.-) in order to bring the share capital from its present amount of nine thousand eight hundred and twenty-five British Pounds (GBP 9,825) represented by nine thousand eight hundred and twenty-five (9,825) shares, having a nominal value of one British Pound (GBP 1.-) each, to sixteen thousand British Pounds (GBP 16,000.-) by way of the issuance of six thousand and one hundred seventy-five (6,175) new shares, having a nominal value of one British Pound (GBP 1.-) each.

Fourth resolution

Subscription - Payment

Thereupon,

The Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to six thousand and one hundred seventy-five (6,175) new shares, having a nominal value of one British Pound (GBP 1.-) each, in registered form, and fully pays them up by way of a contribution in cash in an amount six thousand and one hundred seventy-five British Pounds (GBP 6,175), it being understood that the contribution is to be allocated to the share capital account of the Company.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to create classes of shares in the share capital of the Company namely (i) Class A Shares, (ii) Class B Shares, (iii) Class C Shares, (iv) Class D Shares, (v) Class E Shares, (vi) Class F Shares, (vii) Class G Shares, (viii) Class H Shares, (ix) Class I Shares, and (x) Class J Shares.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to requalify the sixteen thousand (16,000) existing shares of the Company as follows: (i) ten thousand (10,000) Class A Shares, (ii) one thousand seven hundred and sixty (1,760) Class B Shares, (iii) five hundred and thirty (530) Class C Shares, (iv) five hundred and thirty (530) Class D Shares, (v) five hundred and thirty (530) Class E Shares, (vi) five hundred and thirty (530) Class F Shares, (vii) five hundred and thirty (530) Class G Shares, (viii) five hundred and thirty (530) Class H Shares, (ix) five hundred and thirty (530) Class I Shares, and (x) five hundred and thirty (530) Class J Shares, all having a nominal value of one British Pound (GBP 1) each.

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed, on behalf of the Company, to the registration of the above changes.

Eighth resolution

The Sole Shareholder resolves to fully restate the Articles (including a full restatement of the corporate object clause) so that the fully restated Articles shall henceforth read as follows:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “Invel Real Estate Partners Lennon 2 SARL” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations.

3.2. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.3. The Company may borrow in any form except by way of public offer. The Company may issue, by means of private investment, shares, bonds and other securities representing debts or credits. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. The Company may give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any of its subsidiaries, affiliated companies or of any other company.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at fourteen thousand British Pounds (GBP 14,000.-) represented by:

(a) ten thousand (10,000) class A shares in registered form, having a nominal value of one (1) British Pound (GBP 1.-) each (the Class A Shares);

(b) one thousand seven hundred and sixty (1,760) class B shares in registered form, having a nominal value of one (1) British Pound (GBP 1.-) each (the Class B Shares);

(c) five hundred and thirty (530) class C shares in registered form, having a nominal value of one (1) British Pound (GBP 1.-) each (the Class C Shares);

(d) five hundred and thirty (530) class D shares in registered form, having a nominal value of one (1) British Pound (GBP 1.-) each (the Class D Shares);

(e) five hundred and thirty (530) class E shares in registered form, having a nominal value of one (1) British Pound (GBP 1.-) each (the Class E Shares);

(f) five hundred and thirty (530) class F shares in registered form, having a nominal value of one (1) British Pound (GBP 1.-) each (the Class F Shares);

(g) five hundred and thirty (530) class G shares in registered form, having a nominal value of one (1) British Pound (GBP 1.-) each (the Class G Shares);

(h) five hundred and thirty (530) class H shares in registered form, having a nominal value of one (1) British Pound (GBP 1.-) each (the Class H Shares);

(i) five hundred and thirty (530) class I shares in registered form, having a nominal value of one (1) British Pound (GBP 1.-) each (the Class I Shares);

(j) five hundred and thirty (530) class J shares in registered form, having a nominal value of one (1) British Pound (GBP 1.-) each (the Class J Shares).

The Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares, Class E Shares, Class F Shares, Class G Shares, Class H Shares, Class I Shares and Class J Shares shall together be referred to as the Shares, each being a Share.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

5.3. The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one or more entire classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class (es). In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares, such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with the Class J Shares).

5.4. In the event of a reduction of the share capital through the repurchase and cancellation of a class of Shares (in the order provided in Art. 5.4), such class of Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class, to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the Board) and the holders of Shares of the repurchased and cancelled class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant class held by them and cancelled.

5.5. The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the class of Shares to be repurchased and cancelled.

5.6. The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the Board on the basis of the relevant interim accounts. The Total Cancellation Amount for each of the classes J, I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

5.7. Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.7. The Company may redeem its own shares, provided:

(i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or

(ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A manager and any class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

- (i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or
- (ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

13.5. The annual General Meeting shall be held at the registered office of the Company or at any other place within the municipality of the registered office at such time as may be specified in the convening notices of the meeting.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Distributions

Art. 16. Distribution Waterfall.

16.1. In the event of a distribution on any Shares, such distributions shall be allocated always in accordance with the following:

(i) An amount equal to nought point one zero per cent (0.10%) of the nominal value of each Class A Share shall be allocated equally to the holders of all Class A Shares; then

(ii) Subject to (x) below, an amount equal to nought point one five per cent (0.15%) of the nominal value of each Class B Share shall be allocated equally to the holders of all Class B Shares; then

(iii) Subject to (x) below, an amount equal to nought point two zero per cent (0.20%) of the nominal value of each Class C Share shall be allocated equally to the holders of all Class C Shares; then

(iv) Subject to (x) below, an amount equal to nought point two five per cent (0.25%) of the nominal value of each Class D Share shall be allocated equally to the holders of all Class D Shares; then

(v) Subject to (x) below, an amount equal to nought point three zero per cent (0.30%) of the nominal value of each Class E Share shall be allocated equally to the holders of all Class E Shares; then

(vi) Subject to (x) below, an amount equal to nought point three five per cent (0.35%) of the nominal value of each Class F Share shall be allocated equally to the holders of all Class F Shares; then

(vii) Subject to (x) below, an amount equal to nought point four per cent (0.4%) of the nominal value of each Class G Share shall be allocated equally to the holders of all Class G Shares; then

(viii) Subject to (x) below, an amount equal to nought point four five per cent (0.45%) of the nominal value of each Class H Share shall be allocated equally to the holders of all Class H Shares; then

(ix) Subject to (x) below, an amount equal to nought point five zero per cent (0.50%) of the nominal value of each Class I Share shall be allocated equally to the holders of all Class I Shares; then

(x) the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last class of Shares in reverse alphabetical order (i.e. first the Class J Shares, then, if no Class J Shares are in existence, the Class I Shares, and in such continuation until only Class A Shares are in existence).

16.2. Any distribution amount payable on any class of Shares, unless specifically declared as payable, shall accrue and accumulate and shall be paid by the Company upon redemption of such class of Shares.

VII. Dissolution - Liquidation

17.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

17.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VIII. General provisions

18.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

18.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

18.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

18.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

IX. Definitions

Available Amount in relation to each class of reemable shares	<p>means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) attributable to that class (subject to the provisions of Art. 16) to the extent the shareholder would have been entitled to distributions in accordance with Art. 16, increased by (i) any freely distributable reserves (including, for the avoidance of doubt, the share premium reserve and assimilated premiums such as amounts booked under the account 115 (apport en capitaux propres non rémunéré par des titres) of the Luxembourg standard Chart of Accounts) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction relating to the class of Shares to be cancelled to the extent this corresponds to the available amounts in accordance with the law, but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles or in the reasonable opinion of the Board set aside to cover running costs of the Company, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without, for the avoidance of doubt, any double counting), so that:</p> $AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$ <p>Whereby: AA = Available Amount NP = net profits (including carried forward profits) P = any freely distributable reserves CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Shares to be cancelled L = losses (including carried forward losses) LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles</p>
Interim Accounts	means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.
Interim Account Date	means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Shares.

Ninth resolution

The Sole Shareholder resolves to authorise and empower any manager of the Company each acting individually, under his/her sole signature, to proceed on behalf of the Company to the registration of the relevant notices in respect of the above resolutions with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and to execute, deliver and perform under any documents necessary or useful for such a purpose.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand eight hundred euro (EUR 1,800.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, who has signed it together with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-sixième jour du mois de septembre,
par devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,
s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique (l'Assemblée) de Invel Real Estate Partners Lennon 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg disposant d'un capital social de seize mille euros (EUR 16.000,-) enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B187705 (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 26 mai 2014, qui publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 4162 du 14 août 2014. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis lors.

A COMPARU:

Invel Lennon Investment Limited, une société à responsabilité limitée existant et constituée selon les lois des Iles Vierges Britanniques, dont le siège social se situe HSBC Chambers, Rodus Building, Road Reef Marina, PO Box 3093, Road Town, Tortola, VG1110, British Virgin Islands et immatriculée auprès du Registre des Sociétés des Iles Vierges Britanniques sous le numéro 1823879 (l'Associé Unique),

ici représenté par Monsieur Liridon Elshani, de résidence professionnelle à L - 1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec ce dernier.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. Toutes les douze mille cinq-cents (12,500) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à cette Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur l'ordre du jour reproduit ci-après;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Modification de la devise du capital social de la Société de l'euro (EUR) à la livre sterling (GBP) conformément au taux de change EUR/GBP publié par la Banque Centrale Européenne trois jours ouvrés précédant la conversion;

2. Fixation de la valeur nominale des parts sociales de la Société à une livre sterling (GBP 1,-) chacune;

3. Augmentation du capital social de la Société afin de porter le capital social de la Société de son montant après conversion à un montant de seize mille livres sterling (GBP 16.000,-) par voie d'émission de six-mille cent soixante-quinze (6,175) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1,-) chacune;

4. Souscription et libération intégrale des nouvelles parts sociales par apports en numéraire de Invel Lennon Investment Limited;

5. Création de classes de parts sociales dans le capital social de la Société à savoir (i) les parts sociales de classe A (les Parts Sociales de Classe A), (ii) les parts sociales de classe B (les Parts Sociales de Classe B), (iii) les parts sociales de classe C (les Parts Sociales de Classe C), (iv) les parts sociales de classe D (les Parts Sociales de Classe D), (v) les parts sociales de classe E (les Parts Sociales de Classe E), (vi) les parts sociales de classe F (les Parts Sociales de Classe F), (vii) les parts sociales de classe G (les Parts Sociales de Classe G), (viii) les parts sociales de classe H (les Parts Sociales de Classe H), (ix) les parts sociales de classe I (les Parts Sociales de Classe I) et (x) les parts sociales de classe J (les Parts Sociales de Classe J) ayant une valeur nominale de une livre Sterling (GBP 1,-) chacune;

6. Requalification des parts sociales existantes de la manière suivante: (i) dix mille (10.000) Parts Sociales de Classe A, (ii) mille sept cent soixante (1.760) Parts Sociales de Classe B, (iii) cinq cent trente (530) Parts Sociales de Classe C, (iv) cinq cent trente (530) Parts Sociales de Classe D, (v) cinq cent trente (530) Parts Sociales de Classe E, (vi) cinq cent trente (530) Parts Sociales de Classe F, (vii) cinq cent trente (530) Parts Sociales de Classe G, (viii) cinq cent trente (530) Parts Sociales de Classe H, (ix) cinq cent trente (530) Parts Sociales de Classe I et (x) cinq cent trente (530) Parts Sociales de Classe J, toutes d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1) chacune et souscription des parts sociales par l'Associé Unique;

7. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société pour procéder au nom de la Société à l'inscription des modifications ci-dessus;

8. Modification et refonte intégrale des statuts de la Société;

9. Délégation de pouvoirs; et

10. Divers.

III. L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de modifier la devise du capital social de la Société de l'euro (EUR) à la livre sterling (GBP) avec effet à la date du présent acte au taux de change de EUR 1 = GBP 0.78600 publié par la Banque Centrale Européenne le 23 septembre 2014.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de fixer la valeur nominale des parts sociales de la Société à une livre sterling (GBP 1,-) chacune.

L'Associé Unique prend acte que, par conséquent, le capital social de la Société est désormais fixé à neuf mille huit cent vingt-cinq livres sterling (GBP 9.825), représenté par neuf mille huit cent vingt-cinq (9.825) parts sociales, ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1,-) chacune.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de six mille cent soixante-quinze livres sterling (GBP 6.175) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de neuf mille huit cent vingt-cinq livres sterling (GBP 9.825,) représenté par neuf mille huit cent vingt-cinq (9.825) parts sociales ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1,-) chacune, à seize mille livres sterling (GBP 16.000,-) par voie d'émission de six

mille cent soixante-quinze (6.175) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1,-) chacune.

Quatrième résolution
Souscription - Libération

Sur ces faits,

L'Associé Unique, précité et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire aux six mille cent soixante-quinze (6,175) nouvelles parts sociales sous forme nominative ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1,-) chacune, et les libère intégralement par un apport en numéraire de six mille cent soixante-quinze livres sterling (GBP 6.175), étant entendu que l'apport sera affecté au compte de capital social de la Société.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de créer des classes de parts sociales dans le capital social de la Société à savoir (i) les Parts Sociales de Classe A, (ii) les Parts Sociales de Classe B, (iii) les Parts Sociales de Classe C, (iv) les Parts Sociales de Classe D, (v) les Parts Sociales de Classe E, (vi) les Parts Sociales de Classe F, (vii) les Parts Sociales de Classe G, (viii) les Parts Sociales de Classe H, (ix) les Parts Sociales de Classe I et (x) les Parts Sociales de Classe J.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide de requalifier les seize mille parts sociales existantes de la Société de la manière suivante: (i) dix mille (10.000) Parts Sociales de Classe A, (ii) mille sept cent soixante (1.760) Parts Sociales de Classe B, (iii) cinq cent trente (530) Parts Sociales de Classe C, (iv) cinq cent trente (530) Parts Sociales de Classe D, (v) cinq cent trente (530) Parts Sociales de Classe E, (vi) cinq cent trente (530) Parts Sociales de Classe F, (vii) cinq cent trente (530) Parts Sociales de Classe G, (viii) cinq cent trente (530) Parts Sociales de Classe H, (ix) cinq cent trente (530) Parts Sociales de Classe I et (x) cinq cent trente (530) Parts Sociales de Classe J, toutes d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1) chacune.

Septième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y refléter les changements ci-dessus et accorde pouvoir et autorité à tout gérant de la Société pour procéder au nom de la Société à l'inscription des modifications ci-dessus.

Huitième résolution

L'Associé Unique décide de reformuler complètement les Statuts (y compris une refonte complète de la clause d'objet social) de sorte qu'ils aient désormais la teneur suivante:

I. Dénomination - Siège social - Objet- Durée

1. Dénomination. Le nom de la société est "Invel Real Estate Partners Lennon 2 SARL" (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations.

3.2. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.3. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. La Société peut procéder, par voie d'investissement privés, actions, obligations et autres titres représentant de la dette ou du capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts et/ou l'émission de titres de dettes, à ses filiales, sociétés affiliées, ou à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de ses filiales, sociétés affiliées ou de toutes autres sociétés.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à seize mille livres sterling (GBP 16.000,-), représenté par:

(a) dix mille (10.000) parts sociales de classe A sous forme nominative, ayant une valeur nominale de une (1) livre sterling (GBP 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe A);

(b) mille sept cent soixante (1.760) parts sociales de classe B sous forme nominative, ayant une valeur nominale de une (1) livre sterling (GBP 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe B);

(c) cinq cent trente (530) parts sociales de classe C sous forme nominative, ayant une valeur nominale de une (1) livre sterling (GBP 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe C);

(d) cinq cent trente (530) parts sociales de classe D sous forme nominative, ayant une valeur nominale de une (1) livre sterling (GBP 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe D);

(e) cinq cent trente (530) parts sociales de classe E sous forme nominative, ayant une valeur nominale de une (1) livre sterling (GBP 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe E);

(f) cinq cent trente (530) parts sociales de classe F sous forme nominative, ayant une valeur nominale de une (1) livre sterling (GBP 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe F);

(g) cinq cent trente (530) parts sociales de classe G sous forme nominative, ayant une valeur nominale de une (1) livre sterling (GBP 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe G);

(h) cinq cent trente (530) parts sociales de classe H sous forme nominative, ayant une valeur nominale de une (1) livre sterling (GBP 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe H);

(i) cinq cent trente (530) parts sociales de classe I sous forme nominative, ayant une valeur nominale de une (1) livre sterling (GBP 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe I); et

(j) cinq cent trente (530) parts sociales de classe J sous forme nominative, ayant une valeur nominale de une (1) livre sterling (GBP 1,-) chacune (les Parts Sociales de Classe J).

Les Parts Sociales de Classe A, Parts Sociales de Classe B, Parts Sociales de Classe C, Parts Sociales de Classe D, Parts Sociales de Classe E, Parts Sociales de Classe F, Parts Sociales de Classe G, Parts Sociales de Classe H, Parts Sociales de Classe I et Parts Sociales de Classe J sont ensemble désignées comme les Parts Sociales, chacune étant une Part Sociale.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3. Le capital de la Société peut être réduit par le rachat de Parts Sociales y compris le rachat d'une ou plusieurs classes entières de Parts Sociales par le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales en circulation dans cette/ces classe(s). En cas de rachats et d'annulations de classes de Parts Sociales, ces rachats et annulations s'effectueront dans le sens alphabétique inverse (en commençant par la classe J).

5.4. Dans l'éventualité d'une diminution du capital social par le rachat et l'annulation d'une classe de Parts Sociales (dans l'ordre prévu à l'article 5.4), cette classe de Parts Sociales donne droit à leurs détenteurs au Montant Disponible proportionnellement à leur participation dans cette classe (dans la limite cependant du Montant Total d'Annulation que le Conseil déterminera) et les détenteurs de Parts Sociales de la classe de Parts Sociales rachetée et annulée recevront de la Société une montant égal à la Valeur d'Annulation Par Part Sociale pour chaque Part Sociale qu'ils détiennent dans la classe concernée et annulée.

5.5. La Valeur d'Annulation Par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de Parts Sociales en circulation dans la classe de Parts Sociales qui doit être rachetée et annulée.

5.6. Le Montant Total d'Annulation est un montant déterminé par le Conseil sur la base des comptes intermédiaires concernés. Le Montant Total d'Annulation pour chacune des classes J, I, H, G, F, E, D, C, B et A sera le Montant Disponible de la classe concernée au moment de l'annulation de la classe en question sauf si l'assemblée générale des associés en

décide autrement de la manière prévue pour la modification des Statuts, à condition toutefois que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible.

5.7. Lors du rachat et de l'annulation des Parts Sociales de la classe de Parts Sociales concernée, la Valeur d'Annulation Par Part Sociale devient échu et exigible par la Société.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition ou:

(i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou

(ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

8.1 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2 Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, étant précisé que si les Associés ont nommés un ou plusieurs gérant(s) de classe A et un ou plusieurs gérant(s) de classe B, au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B doit voter en faveur de la résolution. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio- conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3 Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfiques - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

(iii) L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social de la Société ou en tout autre endroit au sein de la commune du siège social et à l'heure indiquée dans la convocation.

Art. 14. Commissaires / réviseurs d'entreprises.

14.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2 Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 15 Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du Conseil.

VI. Distributions

Art. 16. Distribution en Cascade.

16.1. Dans le cas d'une distribution sur des Parts Sociales, ces distributions seront toujours effectuées conformément à ce qui suit:

(i) un montant de zéro virgule dix pour cent (0,10%) de la valeur nominale de chacune des Parts Sociales de Classe A sera affecté de manière égale entre les propriétaires de toutes les Parts Sociales de Classe A; puis,

(ii) sous réserve du point (x) ci-dessous, un montant de zéro virgule quinze pour cent (0,15%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe B sera affecté de manière égale entre les propriétaires de toutes les Parts Sociales de Classe B, puis,

(iii) sous réserve du point (x) ci-dessous, un montant de zéro virgule vingt pour cent (0,20%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe C sera affecté de manière égale entre les propriétaires de toutes les Parts Sociales de Classe C, puis,

(iv) sous réserve du point (x) ci-dessous, un montant de zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe D sera affecté de manière égale entre les propriétaires de toutes les Parts Sociales de Classe D, puis,

(v) sous réserve du point (x) ci-dessous, un montant de zéro virgule trente pour cent (0,30%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe E sera affecté de manière égale entre les propriétaires de toutes les Parts Sociales de Classe E, puis,

(vi) sous réserve du point (x) ci-dessous, un montant de zéro virgule trente-cinq pour cent (0,35%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe F sera affecté de manière égale entre les propriétaires de toutes les Parts Sociales de Classe F, puis,

(vii) sous réserve du point (x) ci-dessous, un montant de zéro virgule quarante pour cent (0,40%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe G sera affecté de manière égale entre les propriétaires de toutes les Parts Sociales de Classe G, puis,

(viii) sous réserve du point (x) ci-dessous, un montant de zéro virgule quarante-cinq pour cent (0,45%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe H sera affecté de manière égale entre les propriétaires de toutes les Parts Sociales de Classe H, puis,

(ix) sous réserve du point (x) ci-dessous, un montant de zéro virgule cinquante pour cent (0,50%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe I sera affecté de manière égale entre les propriétaires de toutes les Parts Sociales de Classe I, puis,

(x) le solde de tout montant distribué sera intégralement affecté aux propriétaires de la dernière classe dans l'ordre alphabétique inversé (i.e. en premier les Parts Sociales de Classe J, puis, s'il n'y a aucune Part Sociale de Classe J existante, les Parts Sociales de Classe I et ainsi de suite jusqu'à ce que seules les Parts Sociales de Classe A existent).

16.2 Tout montant de distribution payable sur une classe de Parts Sociales, sauf s'il est précisément déclaré comme payable, s'accumulera et sera payé par la Société au moment du rachat de cette classe de Parts Sociales.

Dissolution - Liquidation

17.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

17.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

Dispositions générales

18.1 Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

18.2 Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

18.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

18.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

VII. Définitions

Montant Disponible relatif à chaque classe de parts sociales rachetables	<p>Signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) attribuable à cette classe de Parts Sociales (sous réserve des stipulations de l'article 16) dans la mesure où l'associé aurait eu droit à des distributions conformément à l'article 16, augmenté (i) des réserves librement distribuables (y compris, pour éviter tout doute, la réserve de prime d'émission et de primes assimilés tels que les montants comptabilisés au compte 115 (apport en capitaux propres non rémunéré par des titres) du plan comptable standard luxembourgeois) et (ii), le cas échéant, par le montant de la réduction de capital social relative à la classe de Parts Sociales à annuler et dans la mesure où cela correspond aux montants disponibles conformément à la loi, mais réduit par (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) toutes sommes à placer en réserve(s) conformément aux exigences de la loi ou des Statuts ou mises de côté afin de couvrir les frais de la Société sur décision raisonnable du Conseil, chaque fois ainsi que définie dans les comptes intermédiaires concernés (afin d'éviter tout doute, sans double comptage) de sorte que :</p> $MD = (B + P + CR) - (L + LR)$ <p>Par lequel:</p> <p>MD = Montant Disponible</p> <p>B = les bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés)</p> <p>P = toute réserve librement distribuable</p> <p>CR = le montant de la réduction de capital social et de la réduction de réserve légale relative à la classe de Parts Sociales à annuler</p> <p>L = les pertes (y compris les pertes reportées)</p> <p>LR = toutes sommes à placer en réserve conformément aux exigences de la loi ou des Statuts</p>
--	--

Comptes Intérimaires	signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernée.
Date des Comptes Intérimaires	signifie la date au maximum huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la classe de Parts Sociales concernée.

Neuvième résolution

L'Associé Unique décide d'autoriser et de donner pouvoir à tout gérant de la Société chacun agissant individuellement, sous sa seule signature, afin de procéder pour le compte de la Société au dépôt des notifications concernant les résolutions qui précèdent auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, et de délivrer et de s'acquitter de tous les documents nécessaires ou utiles à cet effet.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont d'environ mille huit cents euros (EUR 1.800,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française, à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

En foi de quoi le présent acte notarié est passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, le mandataire a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 1^{er} octobre 2014. Relation: LAC/2014/45663. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014159786/834.

(140181883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

AKA-BO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3466 Dudelange, 48, rue du Chemin de Fer.

R.C.S. Luxembourg B 190.918.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze,

Le deux octobre,

Par-devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange.

A comparu:

Monsieur Carlo Pierre LAMBERT, technicien, né le 1^{er} novembre 1970 à Ettelbrück, demeurant professionnellement à L-3466 Dudelange, 48, rue du Chemin de Fer.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il va constituer par les présentes:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Elle comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales; elle peut, à toute époque, comporter plusieurs associés, par suite, notamment, de cession ou de transmission totale ou partielle desdites parts ou de création de parts nouvelles, puis redevenir société unipersonnelle par la réunion de toutes les parts en une seule main.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet social, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, pour compte propre ou pour compte de tiers, toutes opérations généralement quelconques se rapportant au commerce de textile biologique, écologique et de produits fairtrade.

D'une façon générale, la Société pourra effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières, pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

La Société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société prend la dénomination de «Aka-Bo S.à r.l.».

Art. 5. Siège social. Le siège de la Société est établi à Dudelange; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé ou des associés, selon le cas. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant ou conseil de gérance.

Des succursales ou bureaux pourront être établis partout, au Luxembourg ou à l'étranger, où la gérance le jugera utile

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à treize mille cinq cent vingt euros (13.520.-€) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent trente-cinq virgule vingt euros (135,20.- €) chacune.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social.

L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés; en cas de pluralité d'associés toute part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants-droits ou héritiers de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des valeurs sociales; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Au cas où une part est détenue en usufruit et en nue-propriété, le droit de vote sera exercé en toute hypothèse par l'usufruitier.

Art. 10. Cession et transmission des parts.

1. Cessions et transmissions en cas d'associé unique.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

2. Cessions et transmissions en cas de pluralité d'associés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément unanime de tous les associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément unanime.

Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des descendants soit au conjoint survivant.

Dans les cas où la cession ou transmission de parts est soumise à l'agrément des associés restants, ces derniers ont un droit de préférence pour le rachat des parts à céder, en proportion du nombre de parts qu'ils possèdent au moment de la cession. En cas de l'exercice de leur droit de préférence par les associés restants et en cas de désaccord sur le prix de rachat, le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la Société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

Art. 11. Décès, incapacité, faillite ou déconfiture de l'associé ou de l'un des associés. Le décès, l'incapacité, la mise en tutelle ou en curatelle, la faillite, la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non-associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations, à condition qu'elles rentrent dans l'objet de la Société. Le ou les gérants représentent, de même, la Société en justice soit en demandant, soit en défendant.

Le ou les gérants sont nommés avec ou sans limitation de durée, soit dans les statuts, soit par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés.

Dans ce dernier cas, l'associé unique ou l'assemblée générale, lors de la nomination du ou des gérants, fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité de gérants, les pouvoirs et attributions des différents gérants.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale pourra décider la révocation du gérant sans qu'il soit besoin d'une décision judiciaire à cet effet. La révocation pourra être décidée, non seulement pour des causes légitimes, mais encore pour toutes raisons, quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine de l'associé unique ou des associés. Le gérant peut pareillement se démettre de ses fonctions. L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération du gérant.

Art. 13. Le décès du gérant, associé ou non, sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-cause du gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 14. Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société. Simple mandataire il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 15. Décisions de l'associé ou des associés.

1. Lorsque la Société ne compte qu'un associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés.

Les décisions de l'associé unique sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

2. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, à moins que la loi ou les présents statuts n'en disposent autrement.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre des parts sociales qu'il possède.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Art. 17. Inventaire - Bilan. Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi. Tout associé peut prendre au siège social communication de l'inventaire et des comptes annuels.

Art. 18. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, résultant des comptes annuels constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou l'assemblée générale des associés.

Art. 19. Dissolution - Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite pour un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Disposition générale. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts l'associé unique ou les associés, selon le cas, se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire.

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le trente-et-un décembre 2014.

Souscription et paiement

Les cent parts sociales (100) ont été entièrement souscrites et intégralement libérées par l'associé unique, Monsieur Carlo Pierre LAMBERT, prénommé, comme suit:

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par un apport en nature de même montant consistant en un véhicule automoteur de la marque Mercedes-Benz, type O 408, qui, suivant factures présentées, est évalué à la valeur de treize mille cinq cent vingt euros (13.520.- €), de sorte que le montant de treize mille cinq cent vingt euros (13.520.- €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société.

L'évaluation de l'apport en nature a été faite par le futur associé sous son unique responsabilité et il décharge expressément le notaire instrumentaire de toute responsabilité quant à la réalité et la valeur de cet apport. Les prédites factures, après avoir été signées «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte, avec lequel elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

Constatacion.

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais.

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à mille cent euros (1.100.- €).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, l'associé unique, Monsieur Carlo Pierre LAMBERT, prénommé, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Est appelé aux fonctions de gérant unique pour une durée indéterminée:

Monsieur Carlo Pierre LAMBERT, technicien, né le 1^{er} novembre 1970 à Ettelbrück, demeurant professionnellement à L-3466 Dudelange, 48, rue du Chemin de Fer.

La Société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique.

Deuxième résolution

Le siège social de la Société est fixé à L-3466 Dudelange, 48, rue du Chemin de Fer.

Avertissement

Avant la clôture du présent acte, le notaire instrumentaire soussigné a attiré l'attention du constituant sur la nécessité d'obtenir une autorisation administrative pour exercer les activités décrites dans l'objet social.

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée dans une langue de lui connue au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. LAMBERT, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 octobre 2014. Relation: EAC/2014/13637. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 10 octobre 2014.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2014159454/157.

(140181218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

AAA PMC Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 65, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 190.935.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausend vierzehn, am neunundzwanzigsten September

ist vor dem unterzeichneten Notar Pierre PROBST mit Amtssitz in Ettelbruck, erschienen

Herr Achim HOLZ, Geschäftsmann, geboren am 30. August 1961 in Losheim, wohnhaft in D-66679 Losheim am See, Herkeswald 162

vertreten durch Rechtsanwalt Christian König, geb. am 15.02.1967 in Trier, wohnhaft in 54290 Trier, Saarstraße 116 gemäß privatschriftlicher Vollmacht ausgestellt am 23. September 2014.

Derselbe vertreten durch Dame Viviane DIENER, Privatangestellte, beruflich ansässig in Ettelbruck, 2, place de l'Hôtel de Ville, gemäss privatschriftlicher Vollmacht ausgestellt am 23 September 2014;

Die vorgenannten Vollmachten werden nach Unterzeichnung und Paraphierung "ne varietur" durch die erschienene Partei und den unterzeichneten Notar der vorliegenden Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselbigen bei den für die Registrierung zuständigen Behörden eingereicht zu werden.

In ihrer oben beschriebenen Eigenschaft ersuchte die erschienene Partei den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Name. Hiermit wird von den vorbenannten Parteien unter dem Namen AAA PMC Luxembourg eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) (nachstehend die „Gesellschaft“) gegründet.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck dieser Gesellschaft ist es, für eigene oder für fremde Rechnung Human Resources und Dienstleistungen beratender oder betreuender Art zu vermitteln. Die Gesellschaft kann vorbehaltlich eventuell erforderlicher Genehmigungen sämtliche Aufgaben erledigen, die im vorstehend dargelegten Rahmen erforderlich sind und

üblicherweise anfallen. Sie kann sowohl im eigenen Namen, als auch im Namen und für Rechnung von wirksam vertretenen juristischen und natürlichen Personen Verträge abschließen, Verbindlichkeiten begründen oder eingehen und rechtsverbindliche Erklärungen aller Art abgeben.

Die Gesellschaft kann ferner Beteiligungen in jeder Form an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften halten. In diesem Zusammenhang kann sie auch andere Anlageform erwerben und verwalten.

Im Rahmen dieses Gesellschaftszweckes kann die Gesellschaft anderen Gesellschaften oder Privatpersonen Darlehen gewähren oder auf andere Weise Beistand leisten.

Allgemein kann die Gesellschaft alle Handels-, Gewerbe- oder Finanzgeschäfte betreiben und alle sonstigen Tätigkeiten ausüben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.

Art. 3. Dauer. Die Laufzeit der Gesellschaft beginnt mit der notariellen Beurkundung der vorliegenden Satzung und ist von unbestimmter Dauer.

Art. 4. Gesellschaftssitz. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt. Er kann durch Beschluss des Geschäftsführers, an jeden anderen Ort in Luxemburg-Stadt verlegt werden. Eine Verlegung des Gesellschaftssitzes in eine Gemeinde außerhalb von Luxemburg-Stadt bedarf eines förmlichen Beschlusses der Gesellschafterversammlung.

Art. 5. Kapital. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) aufgeteilt in 100 Anteile mit einem Wert von je 125 Euro, die allesamt vom Gründungsgesellschafter gehalten werden. Die 100 Anteile zu je 125,- Euro wurden vollständig und in bar eingezahlt, so dass der Gesellschaft insgesamt die Summe von 12.500,- Euro zur Verfügung steht. Die Höhe des Gesellschaftskapitals kann jederzeit geändert werden.

Art. 6. Auflösung. Durch den Tod, die zeitweilige Aufhebung von Bürgerrechten, den Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters wird die Gesellschaft nicht aufgelöst.

Art. 7. Geschäftsführung. Der Geschäftsführer ist mit den weitest gehenden, d.h. mit sämtlichen nicht den Gesellschaftern bzw. der Generalversammlung gesetzlich ausdrücklich obliegenden Befugnissen ausgestattet, unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen und Geschäfte, die im Einklang mit dem Gesellschaftszweck stehen, auszuführen und zu erlauben. Der Geschäftsführer wird durch den/die Gesellschafter ernannt, welche dessen Amtsdauer festlegt/festlegen. Der Geschäftsführer kann jederzeit, ohne Angabe eines rechtfertigenden Grundes ("cause légitime") durch den/die Gesellschafter abberufen werden.

Die Gesellschaft wird durch den Geschäftsführer oder durch die Unterschrift einer Person verpflichtet, der die Befugnis zur Unterzeichnung durch die Geschäftsleitung erteilt worden ist. Der Geschäftsführer kann besondere Vollmachten auf Grund notariell beglaubigter oder privatschriftlicher Urkunde erteilen.

Art. 8. Haftungsbeschränkung. Es besteht keine persönliche Haftung des Geschäftsführers für Verbindlichkeiten, die er im Namen der Gesellschaft vorschriftsmäßig eingegangen bzw. eingegangen ist. Als Bevollmächtigter ist er lediglich für die Ausübung seines Mandates verantwortlich.

Art. 9. Gesellschafterversammlung. Der/die Gesellschafter übt(üben) die Befugnisse aus, die der Generalversammlung gemäß Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung zustehen.

Art. 10. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Übergangsweise beginnt das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft am 29. September 2014 und endet erst am 31.12.2015

Art. 11. Gesetzliche Regelung. Alle nicht in der vorliegenden Satzung geregelten Punkte werden durch das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner jeweils gültigen Fassung, geregelt.

Art. 12. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen innerhalb der ersten sechs Monate den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Art. 13. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz, während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Art. 14. Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar. Mindestens fünf Prozent dieses Gewinns werden der gesetzlichen Reserve zugeführt bis diese zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Art. 15. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von der Generalversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Generalversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen. Der amtierende Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

164776

Abschätzung, Kosten

Die Kosten und Gebühren, welcher Form es auch sein möge, die zur Gründung der Gesellschaft zu ihrer Last sind, werden auf € 800.-abgeschätzt.

Zeichnung und Einzahlung

Die hundert (100) Anteile zu je hundertfünfundzwanzig Euro (125.-EUR) wurden alle von Herrn Achim HOLZ, vorbenannt, gezeichnet:

Die hundert (100) Anteile wurden vollständig und in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausend fünfhundert Euro (12.500.-EUR) der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt wurde.

Außerordentliche Generalversammlung

Und sofort nach Gründung der Gesellschaft hat der Teilhaber folgende Beschlüsse gefasst:

1) Die Zahl der Geschäftsführer wird auf einen festgesetzt:

Geschäftsführer für eine unbestimmte Dauer wird Herr Achim HOLZ, vorbenannt;

Die Gesellschaft wird rechtsgültig verpflichtet durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers.

2) Der Sitz der Gesellschaft ist in 65, rue d'Eich, L-1461 Luxembourg;

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Ettelbrück, in der Amtsstube, Datum wie Eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Viviane DIENER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 1^{er} octobre 2014. Relation: DIE/2014/12414. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur pd (signé): Recken.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begeh und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbrück, den 13. Oktober 2014.

Référence de publication: 2014159467/103.

(140181434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Covidien International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.001,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3b, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 190.511.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth day of September, before the undersigned, Maître Francis Kessler, notary resident in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Covidien International Finance S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3b, boulevard Prince Henri, L - 1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 123.527 (the Sole Shareholder), represented by, Mrs. Sophie Henryon, notary clerk, whose professional address is at Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 24 September 2014, being the sole shareholder of Covidien International S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3b, boulevard Prince Henri, L - 1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the Company).

The Company was incorporated on 19 September 2014 pursuant to a deed drawn up by Maître Marc Loesch, a notary resident in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

After signature ne varietur by the authorised representative of the Sole Shareholder and the undersigned notary, this power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The Sole Shareholder resolves as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital with immediate effect by an amount of one United States Dollar (USD 1.-) to raise it from its present amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-), represented

by four hundred thousand (400,000) shares, having a nominal value of five United States Cents (USD 0.05) each, to twenty thousand and one United States Dollars (USD 20,001.-) by the issue of twenty (20) new shares in the Company having a nominal value of five United States Cents (USD 0.05) each and with the same rights and obligations as the existing shares (the New Shares).

*Second resolution
Subscription - Payment*

The Sole Shareholder, represented as stated above, resolves to subscribe for the New Shares and pays them up fully by a contribution in kind of six hundred and one (601) shares (the Covidien Group Shares) it holds in the share capital of Covidien Group S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3b, boulevard Prince Henri, L - 1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 61111 (Covidien Group), the Covidien Group Shares having an aggregate book value of twenty-five billion four hundred ninety-four million forty-five thousand two hundred ninety-eight United States Dollars (USD 25,494,045,298.-).

Valuation - Allocation

The value of the contribution in kind of the Covidien Group Shares to the Company is certified by a certificate, issued by the management of the Sole Shareholder, and is approved by the Company's management.

This certificate states that:

- (i) "the Sole Shareholder is the sole owner of the Covidien Group Shares;
- (ii) the Sole Shareholder is solely entitled to the Covidien Group Shares and possesses the power to dispose of them;
- (iii) the Covidien Group Shares are not encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on the Covidien Group Shares and the Covidien Group Shares are not subject to any attachment;
- (iv) there exist neither pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that the Covidien Group Shares be transferred to it;
- (v) according to the applicable law and respective articles of association or other organizational documents, as amended, the Covidien Group Shares are freely transferable;
- (vi) all formalities required in Luxembourg or any relevant jurisdiction subsequent to the contribution in kind of the Covidien Group Shares to the Company will be effected upon receipt of a certified copy of the notarial deed documenting the said contribution in kind;
- (vii) all corporate, regulatory and other approvals for the execution, delivery and performance of the Covidien Group Shares to the Company, as the case may be, have been obtained;
- (viii) based on generally accepted accounting principles, the fair market value of Covidien Group Shares is at least equal to twenty-five billion four hundred ninety-four million forty-five thousand two hundred ninety-eight United States Dollars (USD 25,494,045,298), being the book value of the Covidien Group Shares, and since such valuation no material changes have occurred which would have depreciated the contribution made to the Company; and
- (ix) all formalities to transfer the legal ownership of the Covidien Group Shares contributed to the Company have been or will be accomplished by the Sole Shareholder and upon the contribution of the Covidien Group Shares by the Sole Shareholder to the Company, the Company will become the full owner of the Covidien Group Shares.
- (x) the Sole Shareholder contributes 100% of its stock in Covidien Group to the Company in exchange for shares in the latter. For Dominican tax purposes, said contribution would be made at fiscal cost of the net assets located in the Dominican Republic, registered in Davis & Geck Caribe Limited's branch. In this regard, for Dominican tax purposes the contribution would be made at seventy-six million eight hundred forty-nine thousand four hundred forty-four United States Dollars (USD 76,849,444.-) which is equal to three billion three hundred forty-eight million seven hundred fourteen thousand five hundred twenty-two Dominican Republic Peso's and thirty cents (DOP 3,348,714,522.30), which would be the base cost for further transfers, in application of the provisions of Section 323 of the Dominican Tax Code."

After signature ne varietur by the authorised representative of the Sole Shareholder and the undersigned notary, this certificate will remain attached to this deed to be registered with it.

The contribution in kind of the Covidien Group Shares to the Company for the aggregate amount of twenty-five billion four hundred ninety-four million forty-five thousand two hundred ninety-eight United States Dollars (USD 25,494,045,298.-) being the book value, is allocated as follows:

- an amount of one United States Dollar (USD 1.-) to the share capital; and
- an amount of twenty-five billion four hundred ninety-four million forty-five thousand two hundred ninety-seven United States Dollars (USD 25,494,045,297.-) to the share premium account.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 5 of the articles of association as follows to reflect the above resolutions:

“ **Art. 5. Share Capital.** The Company’s subscribed share capital is fixed at USD 20,001 (twenty thousand and one United States Dollars), represented by 400,020 (four hundred thousand and twenty) shares having a nominal value of USD 0.05 (five United States Cents) each.”

Any manager of the Company, each acting individually, shall register the New Shares in the Company’s register of shareholders.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this deed are estimated at approximately seven thousand euro.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the Sole Shareholder that this deed is drawn up in English and French, and that in the case of discrepancies, the English version shall prevail.

Whereof, this notarial deed is drawn up in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on the date first stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the Sole Shareholder’s authorised representative.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le vingt-cinquième jour de septembre, par devant le soussigné, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Covidien International Finance S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 3b, boulevard Prince Henri, L - 1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123.527 (l’Associé Unique), représenté par Mme. Sophie Henryon, clerc de notaire, dont l’adresse professionnelle se trouve à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé, étant l’associé unique de Covidien International S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 3b, boulevard Prince Henri, L - 1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, dont l’immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg est en cours (la Société).

La Société a été constituée le 19 septembre 2014 suivant un acte dressé par devant Maître Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg et dont la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations est en cours.

Après signature ne varietur par le mandataire autorisé de l’Associé Unique et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

L’Associé Unique a requis le notaire instrumentant d’acter ce qui suit:

Première résolution

L’Associé Unique décide d’augmenter le capital social avec effet immédiat par un montant d’un dollar américain (USD 1,-) afin de le porter de son montant actuel de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-), représenté par quatre cent mille (400.000) parts sociales ayant une valeur nominale de cinq centimes de dollars américains (USD 0,05) chacune, à vingt mille et un dollars américains (USD 20.001,-), par l’émission de vingt (20) nouvelles parts sociales dans la Société ayant une valeur nominale de cinq centimes de dollars américains (USD 0,05) chacune, et ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes (les Nouvelles Parts Sociales).

Deuxième résolution

Souscription - Libération

L’Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, décide de souscrire et de libérer intégralement les Nouvelles Parts Sociales par un apport en nature de six cent une (601) parts sociales (les Parts Sociales Covidien Group) qu’il détient dans le capital social de Covidien Group S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 3b, boulevard Prince Henri, L - 1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 61111 (Covidien Group), les Parts Sociales Covidien Group dont la valeur comptable totale s’élève à vingt-cinq milliards quatre cent quatre-vingt-quatorze millions quarante-cinq mille deux cent quatre-vingt-dix-huit dollars américains (USD 25.494.045.298).

Estimation - Affectation

L’estimation de l’apport en nature des Parts Sociales Covidien Group à la Société est donnée par un certificat émis par la gérance de l’Associé Unique, et qui est approuvé par la gérance de la Société.

Ledit Certificat atteste que:

- (i) «l’Associé Unique est l’unique propriétaire des Parts Sociales Covidien Group;
- (ii) l’Associé Unique est le seul ayant droit des Parts Sociales Covidien Group et possède le droit d’en disposer;

(iii) les Parts Sociales Covidien Group ne sont grevées d'aucun nantissement ou usufruit, il n'existe aucun droit d'acquiescer un nantissement ou usufruit sur les Parts Sociales Covidien Group et les Parts Sociales Covidien Group ne sont soumises à aucun privilège;

(iv) il n'existe aucun droit de préemption, ni d'autres droits en vertu desquels une personne serait autorisée à demander à ce que les Parts Sociales Covidien Group lui soit cédées;

(v) selon le droit applicable et les statuts ou autres documents organisationnels respectifs, tels que modifiés, les Parts Sociales Covidien Group sont librement cessibles;

(vi) toutes les formalités requises à Luxembourg ou dans les juridictions applicables à la suite de l'apport en nature des Parts Sociales Covidien Group à la Société prendront effet dès réception d'une copie certifiée de l'acte notarié documentant ledit apport en nature;

(vii) toutes les approbations sociales, réglementaires ou autres dans le cadre de l'exécution, de la livraison et l'accomplissement de l'apport des Parts Sociales Covidien Group à la Société, le cas échéant, ont été obtenues;

(viii) sur base de principes comptables généralement acceptés à Luxembourg, la juste valeur de marché des Parts Sociales Covidien Group est au moins égale à vingt-cinq milliards quatre cent quatre-vingt-quatorze millions quarante-cinq mille deux cent quatre-vingt-dix-huit dollars américains (USD 25.494.045.298), représentant la valeur comptable des Parts Sociales Covidien Group, et depuis cette évaluation, il n'y a pas eu de changement important qui aurait eu pour effet de déprécier l'apport fait à la Société;

(ix) toutes les formalités à l'effet de transférer la propriété des Parts Sociales Covidien Group apportées à la Société ont été accomplies par l'Associé Unique et dès l'apport des Parts Sociales Covidien Group par l'Associé Unique à la Société, la Société deviendra le propriétaire en pleine propriété des Parts Sociales Covidien Group; et

(x) l'Associé Unique, apporte 100% des actions qu'il détient dans Covidien Group à Covidien International, en échange de parts sociales au sein de cette dernière. Pour des raisons liées au droit fiscal de la République Dominicaine, ledit apport sera effectué à la valeur fiscale des actifs nets situés en République Dominicaine, inscrits auprès de la succursale de Davis & Geck Caribe Limited's. A cet égard, pour des raisons liées au droit fiscal de la République Dominicaine, ledit apport sera effectué pour un montant de soixante-seize millions huit cent quarante-neuf mille quatre cent quarante-quatre dollars américains (USD 76.849.444,-) qui est l'équivalent de trois milliards trois cent quarante huit millions sept cent quatorze mille cinq cent vingt-deux pesos de la République Dominicaine et trente centimes (DOP 3.348.714.522,30), qui représenterait le coût de base pour des transferts ultérieurs, en application de l'article 323 du Code Fiscal de la République Dominicaine (Section 323 of the Dominican Tax Code).»

Après signature ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire instrumentant, ledit certificat restera annexé au présent acte pour être enregistré avec lui.

L'apport en nature des Parts Sociales Covidien Group à la Société pour un montant total de vingt-cinq milliards quatre cent quatre-vingt quatorze millions quarante-cinq mille deux cent quatre-vingt-dix-huit dollars américains (USD 25.494.045.298,-) représentant la valeur comptable, est alloué de la façon suivante:

- un montant de un dollar américain (USD 1,-) au capital social, et
- un montant de vingt-cinq milliards quatre cent quatre-vingt quatorze millions quarante-cinq mille deux cent quatre-vingt-dix-sept dollars américains (USD 25.494.045.297,-) au compte de prime d'émission.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5 des statuts de la manière suivante afin de refléter les résolutions ci-dessus:

« **Art. 5. Capital Social.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à USD 20.001 (vingt mille et un dollars américains), représenté par 400.020 (quatre cent mille vingt) parts sociales ayant une valeur nominale de USD 0,05 (cinq centimes de dollars américains) chacune.»

Tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, peut inscrire les Nouvelles Parts Sociales sur le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges sous quelque forme que ce soient qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ sept mille euros.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de l'Associé Unique, le présent acte est rédigé en anglais et français et, en cas de divergences, la version anglaise prévaut.

Don't Acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date mentionnée qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire de l'Associé Unique.

Signé: Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 septembre 2014. Relation: EAC/2014/13046. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014159577/195.

(140181154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

E. V. Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.107.918,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 176.593.

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois septembre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

La société Selectcom Finance, une société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est sis 162/164 boulevard Haussmann à 75008 Paris, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 490 045 838, représentée par son président, SSB CORP. Belgium SPRL, une société privée à responsabilité limitée de droit belge, ayant son siège social Avenue de la Sapinière 33A à 1180 Uccle (Belgique), enregistrée auprès du Registre des Personnes Morales de Bruxelles sous le numéro 0536.328.539, elle-même représentée par son gérant, Mme Shehe-razade SEMSAR, administrateur de sociétés, née le 27 décembre 1968 à Téhéran, domiciliée Avenue de la Sapinière 33A à 1180 Uccle (Belgique), ici représentée par Monsieur Erwin VANDE CRUYS, employé privé, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo,

en vertu d'une procuration sous seing donnée à Bruxelles le 30 décembre 2013, laquelle procuration, signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire soussigné, laquelle est restée annexée à l'acte du notaire instrumentaire du 31 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 609 du 7 mars 2014.

Lequel a requis le notaire d'acter ce qui suit:

Par acte en date du 31 décembre 2013, enregistré à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de Luxembourg en date du 7 janvier 2014, avec les relations suivantes: LAC/2014/840, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 21 janvier 2014 sous la référence L140012152, numéro 3181 de son répertoire, l'assemblée générale a pris les résolutions avec la teneur suivante:

«Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social souscrit de la Société d'un montant de six cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent dix-huit euros (685.418 EUR) afin de porter le capital social de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) à six cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent dix-huit euros (697.918 EUR) par l'émission de six cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent dix-huit (685.418) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune.

L'Associé Unique décide d'accepter et d'acter la souscription et la libération de l'augmentation de capital comme suit:

Intervention - Souscription - Libération

Est alors intervenu aux présentes l'Associé Unique, tel que représenté, qui déclare souscrire aux six cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent dix-huit (685.418) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (1.- EUR).

L'Associé Unique décide de libérer les parts sociales souscrites par un apport en nature tel que décrit ci-dessous:

D'une créance en compte courant que l'Associé Unique sur la Société à hauteur de six cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent dix-huit euros (685.418 EUR), lequel apport n'a pas fait l'objet d'un rapport par un réviseur d'entreprises, mais a été évalué à six cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent dix-huit euros (685.418 EUR), sur la base d'un certificat d'apport établi par le gérant de l'Associé Unique daté du 30 décembre 2013 joint en annexe au présent acte.

La preuve du transfert de la créance susmentionnée par l'Associé Unique à la société E. V. Luxembourg S.à r.l, a été rapportée au notaire instrumentant par une lettre d'engagement du Président de l'Associé Unique, à faire le nécessaire, dans un délai de 2 mois à partir de la réception d'une expédition du présent acte, en vue du transfert effectif au nom de la société E. V. Luxembourg, de la créance apportées, laquelle lettre d'engagement reste annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre millions quatre cent dix mille euros (4.410.000 EUR) afin de porter le capital social de son montant actuel de six cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent dix-huit euros (697.918 EUR) à cinq millions cent sept mille neuf cent dix-huit euros (5.107.918 EUR) par l'émission de quatre millions quatre cent dix mille (4.410.000) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune, chacune jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Intervention - Souscription - Libération

Ces faits exposés, L'Associé Unique, Selectcom Finance, prénommée, telle que représentée, déclare souscrire aux quatre millions quatre cent dix mille (4.410.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune;

L'Associé Unique décide de libérer les parts sociales souscrites par un apport en nature tel que décrit ci-dessous:

2.500 parts sociales, représentant 100% du capital de la société de droit français dénommée DEVELOPMENT INSTITUTE INTERNATIONAL S.A.S., (ci-après «DII») une société par action simplifiée de droit français, établie et ayant son siège social à 162/164 bd Hausmann 75008 Paris, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 389 972 332,

lequel apport est évalué à quatre millions quatre cent dix mille euros (4.410.000 EUR)

- une estimation de la société Union Fiduciaire de Paris de la société DII S.A.S. au 30 juin 2012 réalisée le 11 juin 2013,
- Sur la base d'une déclaration de l'apporteur de la société Selectcom Finance, prénommée datée du 30 décembre 2013, jointe en annexe au présente acte,

- sur base d'un certificat d'apport établi par le gérant de Development Institute International S.A.S. daté du 30 décembre 2013 joint en annexe au présente acte.

La preuve du transfert des susdites actions de la société DII S.A.S. par Selectcom Finance à la société E. V. Luxembourg S.à r.l, a été rapportée au notaire instrumentant par une lettre d'engagement du gérant de la susdite société française dont l'ensemble des parts représentatives du capital social viennent d'être apportées à la société à responsabilité limitée E. V. Luxembourg, à faire le nécessaire, en vue du transfert effectif au nom de la société E. V. Luxembourg, laquelle lettre d'engagement reste annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée, étant entendu que le comparant déclare que les parts seront effectivement apportées à la société E.V. Luxembourg au 1^{er} janvier 2014 à 00h00 (nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier).

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6, premier alinéa, des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6. Alinéa 1^{er}.** Le capital social est fixé à cinq millions cent sept mille neuf cent dix-huit euros (5.107.918 EUR) divisé en cinq millions cent sept mille neuf cent dix-huit (5.107.918) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (1.- EUR) chacune.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y refléter les modifications ci-dessus, et accordent par les présentes pouvoir et autorité à tout gérant de la Société afin de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.»

Alors que les résolutions auraient dû avoir la teneur suivante:

«Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter avec effet au 1^{er} janvier 2014 à 0.00 heures (nuit du 31 décembre 2013 au 1^{er} janvier 2014) le capital social souscrit de la Société d'un montant de six cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent dix-huit euros (685.418 EUR) afin de porter le capital social de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) à six cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent dix-huit euros (697.918 EUR) par l'émission de six cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent dix-huit (685.418) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune.

L'Associé Unique déclare avoir reçu l'autorisation de procéder à cette augmentation de capital au 1^{er} janvier 2014 à 0.00 heures (nuit du 31 décembre 2013 au 1^{er} janvier 2014) par une décision de l'assemblée générale de ses actionnaires en date du 27 décembre 2013.

L'Associé Unique décide d'accepter et d'acter la souscription et la libération de l'augmentation de capital comme suit:

Intervention - Souscription - Libération

Est alors intervenu aux présentes l'Associé Unique, Selectcom Finance, tel que représenté, qui déclare souscrire au 1^{er} janvier 2014 à 0.00 heures (nuit du 31 décembre 2013 au 1^{er} janvier 2014) aux six cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent dix-huit (685.418) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (1.- EUR).

L'Associé Unique décide de libérer, avec effet au 1^{er} janvier 2014 à 0.00 heures (nuit du 31 décembre 2013 au 1^{er} janvier 2014), les parts sociales souscrites par un apport en nature tel que décrit ci-dessous:

D'une créance en compte courant que l'Associé Unique sur la Société à hauteur de six cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent dix-huit euros (685.418 EUR), lequel apport n'a pas fait l'objet d'un rapport par un réviseur d'entreprises, mais a été évalué à six cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent dix-huit euros (685.418 EUR), sur la base d'un certificat d'apport établi par le président de l'Associé Unique daté du 30 décembre 2013 joint en annexe au présent acte.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre millions quatre cent dix mille euros (4.410.000 EUR) afin de porter le capital social de son montant actuel de six cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent dix-huit euros (697.918 EUR) à cinq millions cent sept mille neuf cent dix-huit euros (5.107.918 EUR) par l'émission de quatre millions quatre cent dix mille (4.410.000) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune, chacune jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

L'Associé Unique déclare avoir reçu l'autorisation de procéder à cette augmentation de capital au 1^{er} janvier 2014 à 0.00 heures (nuit du 31 décembre 2013 au 1^{er} janvier 2014) par une décision de l'assemblée générale de ses actionnaires en date du 27 décembre 2013.

L'Associé Unique décide d'accepter et d'acter la souscription et la libération de l'augmentation de capital comme suit:

Intervention - Souscription - Libération

Est alors intervenu aux présentes l'Associé Unique, Selectcom Finance, tel que représenté, qui déclare souscrire au 1^{er} janvier 2014 à 0.00 heures (nuit du 31 décembre 2013 au 1^{er} janvier 2014) aux quatre millions quatre cent dix mille (4.410.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune;

L'Associé Unique décide en conséquence de libérer au 1^{er} janvier 2014 à 0.00 heures (nuit du 31 décembre 2013 au 1^{er} janvier 2014) les parts sociales souscrites par un apport en nature tel que décrit ci-dessous:

2.500 parts sociales, représentant 100% du capital de la société de droit français dénommée DEVELOPMENT INSTITUTE INTERNATIONAL S.A.S., (ci-après «DII») une société par action simplifiée de droit français, établie et ayant son siège social à 162/164 bd Hausmann 75008 Paris, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 389 972 332, lequel apport est évalué à quatre millions quatre cent dix mille euros (4.410.000 EUR) selon:

- une estimation de la société Union Fiduciaire de Paris de la société DII S.A.S. au 30 juin 2012 réalisée le 11 juin 2013,
- sur la base d'une déclaration de l'apporteur de la société Selectcom Finance, prénommée datée du 30 décembre 2013, jointe en annexe au présent acte,
- sur base d'un certificat d'apport établi par le président de Development Institute International S.A.S. daté du 30 décembre 2013 joint en annexe au présent acte.

La preuve du transfert des susdites actions de la société DII S.A.S. par Selectcom Finance à la société E. V. Luxembourg S.à r.l., au 1^{er} janvier 2014 à 0.00 heures (nuit du 31 décembre 2013 au 1^{er} janvier 2014) a été rapportée au notaire instrumentant par une lettre d'engagement du président de la susdite société française dont l'ensemble des parts représentatives du capital social viennent d'être apportées à la société à responsabilité limitée E. V. Luxembourg, à faire le nécessaire, en vue du transfert effectif au nom de la société E. V. Luxembourg au 1^{er} janvier 2014 à 0.00 heures (nuit du 31 décembre 2013 au 1^{er} janvier 2014), laquelle lettre d'engagement reste annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6, premier alinéa, avec effet au 1^{er} janvier 2014 à 0.00 heures (nuit du 31 décembre 2013 au 1^{er} janvier 2014), des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6. Alinéa 1^{er}.** Le capital social est fixé à cinq millions cent sept mille neuf cent dix-huit euros (5.107.918 EUR) divisé en cinq millions cent sept mille neuf cent dix-huit (5.107.918) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (1.- EUR) chacune.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y refléter les modifications ci-dessus, et accordent par les présentes pouvoir et autorité à tout gérant de la Société afin de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.»

Réquisition est faite d'opérer cette rectification partout où il y a lieu.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Après lecture de l'acte faite à la comparante, elle a signé ensemble avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: E. Vande Cruys et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 septembre 2014. Relation: LAC/2014/44297. Reçu douze euros Eur 12.-.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014159649/158.

(140181842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

DPC (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 29.473,00.

Siège social: L-5326 Contern, rue Général Patton.

R.C.S. Luxembourg B 78.029.

—
EXTRAIT

Monsieur Paul Steffes, Monsieur Claude Metzdorf, Monsieur Christophe Englebert et Madame Agnès Ermel ont été réélus en qualité de gérants en date du 19 septembre 2014 jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels 2014.

Le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

Gérants

- Paul STEFFES
- Agnès ERMEL
- Claude METZDORF

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014161171/20.

(140182913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Ungarischer Protestantischer Verein Luxemburg, Association sans but lucratif.

Siège social: L-5548 Remich, 8, rue Janglisbunn.

R.C.S. Luxembourg F 10.113.

—
STATUTEN

Ungarischer protestantischer Verein Luxemburg

1. Name des Vereins ohne Gewinnzweck: Ungarischer protestantischer Verein Luxemburg

Sitz: 8, rue Janglisbunn, L-5548 Remich, Luxembourg

2. Ziel der Gründung des Vereins ohne Gewinnzweck ist, protestantische Gottesdienste auf Ungarisch und damit verbundene Kulturveranstaltungen zu organisieren. Der Verein verfolgt das Ziel, die ungarischsprachigen Leute, die im Großherzogtum Luxemburg leben, in die Arbeit des Vereins hineinzuziehen und ihnen die Möglichkeit zu geben, an Gottesdiensten, Kirchenfesten und Veranstaltungen sowie Erinnerungsfeier, die zur Aufbewahrung und Pflege der ungarischen Kultur organisiert werden, unter Verwendung ihrer Muttersprache teilzunehmen.

3. Mindestanzahl der Gründer: 5 Personen

4. Gründer: István Magyar

György Papp

Gyözö Szombathy

Miklós Várhegyi

László Petró

5. Jede Person kann ohne Voraussetzungen für Religion oder Staatsangehörigkeit Mitglied des Vereins werden, die die Ziele des Vereins für wichtig hält und die Absicht hat, an Gottesdiensten teilzunehmen und die Aufbewahrung der ungarischen Sprache und Kultur für wichtig hält. Das Mitgliedsverhältnis wird durch Vorlage des Aufnahmeantrags gestartet.

Das Mitgliedsverhältnis wird durch den diesbezüglichen Antrags des Mitglieds, bzw. durch den Tod des Mitglieds aufgehoben. Mindestens Vier Fünftel der Amtsträger des Vereins kann vorschlagen, dass die Generalversammlung das Mitgliedsverhältnis des Mitglieds aufhebt, dessen grelles Verhalten mit den Zielen des Vereins unvereinbar ist und dadurch die Achtung und der gute Ruf des Vereins gefährdet werden. Wenn dieser Vorschlag durch die Stimmen von vier Fünftel der an der Generalversammlung anwesenden Mitglieder und durch die Stimmen mindestens der Hälfte aller Mitglieder angenommen wird, wird das Mitgliedsverhältnis des betroffenen Mitglieds aufgehoben.

6. Der Verein hält einmal pro Jahr eine ordentliche Generalversammlung, wobei der Schluss-Rechenschaftsbericht und das Budget für das kommende Jahr verabschiedet werden. Außerdem ist die Generalversammlung zur Wahl der Amts-

träger einzuberufen. Die Abänderung der Satzung, die Aufhebung des Mitgliedsverhältnisses und die Aufhebung des Vereins fallen in die Kompetenz der Generalversammlung. Die Beschlüsse der Generalversammlung können den Mitgliedern und Dritten per Post oder E-Mail mitgeteilt werden. Diese beide Mitteilungsweisen gelten als gleichwertig.

7. Die Amtsträger werden durch die Generalversammlung gewählt, zum ersten Mal für ein Halbjahr, anschließend sind die Amtsträger jedes Jahr zu wählen. Die Mindestanzahl der Amtsträger beträgt vier und unter ihnen werden der Wirtschaftsleiter, der das Geld des Vereins verwaltet, und der Verwalter gewählt. Die Amtsträger sind berechtigt, in allen Organisationsfragen, für die keine Beschlüsse der Generalversammlung erforderlich sind, vorzugehen.

8. Die Mitgliedsgebühr des Vereins kann höchstens EUR 10 pro Mitglied und pro Jahr betragen. Die Generalversammlung bestimmt den jeweiligen Betrag der Mitgliedsgebühr. Unter Berücksichtigung der Vermögenslage des Vereins kann die Generalversammlung ebenso beschließen, dass die Mitglieder oder ein Teil von ihnen keine Mitgliedsgebührenzahlungspflicht haben.

9. Der Wirtschaftsleiter führt die Rechnungsführung selbst durch. Er und der Verwalter haben Zugang zum Vereinsvermögen und die Ausgaben sind von diesen beiden Amtsträgern zu genehmigen. Der Wirtschaftsleiter berichtet vor der Generalversammlung über die Geldbewegungen im letzten Jahr und das Budget für das kommende Jahr einmal pro Jahr.

10. Die Abänderung der Satzung kann von mindestens fünf Mitgliedern oder zwei Amtsträgern angeregt werden und in solchem Fall muss die Generalversammlung des Vereins einberufen werden.

11. Bei Aufhebung des Vereins wird sein Vermögen nach der Begleichung der eventuell bestehenden Schulden einer gemeinnützigen Organisation als Einmalsspende angeboten.

Bourglinster, 20. September 2014.

István Magyar / György Papp / Gyöző Szombathy / Miklós Várhegyi /
László Petró.

Référence de publication: 2014160173/53.

(140181431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Winner World Holdings Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 1.861.910,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 160.802.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une convention privée signée en date du 15 septembre 2014 que l'associé unique de la Société, Pacific World Holdings Limited, une société constituée selon le droit de Hong Kong, ayant son siège social à 23-29, Wing Wo St Central, Chun Wo Comm Ctr., Floor 10F, Hong Kong, République Populaire de Chine et immatriculée auprès du registre du commerce de Hong Kong sous le numéro 1561720, a transféré 2.887.549 parts sociales qu'il détient dans la Société à Oasis Prime Limited, une société constituée selon le droit de Hong Kong, ayant son siège social à Suites 1801-6,18/F, Tower 2, The Gateway, Harbour City 25 Canton Road, Tsim Sha Tsui, Kowloon, 852, Hong Kong, République Populaire de Chine et immatriculée auprès du registre du commerce de Hong Kong sous le numéro 2070850.

A compter du 15 septembre 2014, le capital social de la Société est détenu comme suit:

- Pacific World Holdings Limited détient 3.529.228 parts de la Société; et
- Oasis Prime Limited détient 2.887.549 parts de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
La Société
Signature

Référence de publication: 2014161123/23.

(140182950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Aerium IV Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 104.708.

—
Le bilan au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014163713/9.

(140186565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.